

GARDER LE CAP

LES DÉFIS DE L'ÉDUCATION DES RÉFUGIÉS

Pourquoi
le parcours d'apprentissage
des enfants réfugiés
est trop souvent interrompu,
et ce que le monde peut faire
pour y remédier



MÉTHODOLOGIE

Cette année, le rapport du HCR sur l'éducation des réfugiés met l'accent sur l'enseignement secondaire — étape cruciale qui permet de conduire les réfugiés sur la voie d'une plus grande indépendance et de leur ouvrir des perspectives d'une vie meilleure, mais qui pâtit d'une grave insuffisance de ressources.

Nous améliorons chaque année la méthodologie que nous appliquons au rapport sur l'éducation des réfugiés, ce qui peut provoquer des fluctuations dans les statistiques. L'an dernier, par exemple, nous avons communiqué des données pour 12 pays qui accueillent environ la moitié de la population mondiale des réfugiés. Cette année, le nombre de pays qui ont transmis des données sur l'éducation des réfugiés est passé à plus de 40, livrant une image plus complète que les années précédentes. La population réfugiée totale de ces pays s'élève à 12,65 millions de personnes, soit plus de la moitié des réfugiés dans le monde (y compris les Vénézuéliens déplacés à l'étranger sous mandat du HCR).

Les données ont été recueillies par les bureaux régionaux du HCR et ses opérations dans les différents pays. Les données présentées sont représentatives de l'année scolaire 2019-2020, mais pour 2020, il a été demandé aux opérations de pays de communiquer les données avant mars 2020, date à laquelle la plupart des écoles ont

commencé à fermer à cause de la pandémie. Dès lors, les statistiques sur la scolarisation ne rendent pas compte de l'impact de la pandémie sur l'accès à l'école.

Les chiffres correspondent aux taux de scolarisation bruts, qui comprennent tous les élèves d'un niveau d'enseignement donné, quel que soit leur âge (ce qui signifie que les élèves qui ont plus que l'âge normal pour un niveau donné sont également représentés dans les statistiques). Par conséquent, la somme des statistiques dépasse parfois 100%.

Les taux de scolarisation nets correspondent au nombre d'élèves qui appartiennent à la tranche d'âge appropriée pour un niveau d'enseignement, ce qui donne une image plus exacte, mais ces statistiques sont beaucoup plus difficiles à recueillir. Dans ce rapport, les chiffres des enfants déscolarisés qui sont présentés reposent sur une simple comparaison entre la population d'âge scolaire et le nombre d'enfants dont on sait qu'ils sont scolarisés.¹

¹ Le calcul du nombre d'enfants déscolarisés s'effectue actuellement en soustrayant les chiffres bruts de la scolarisation des chiffres de la population d'âge scolaire fournis par les opérations de pays. Dès lors, le résultat ne reflète pas les cinq dimensions de l'exclusion généralement utilisées pour générer les chiffres de la déscolarisation (UNICEF & UNESCO-UIS, 2015). Parvenir à une représentation plus exacte des situations que rencontrent les enfants déscolarisés est l'un de nos objectifs clés de ces prochaines années.

Table des matières

INTRODUCTION : Filippo Grandi, Haut Commissaires des Nations Unies pour les réfugiés	4
CE QUE LES DONNÉES RÉVÈLENT : Comprendre les statistiques sur la scolarisation des réfugiés	8
ÉLÈVES CONFINÉS : Deux réfugiés vivant en deux points opposés du globe comparent leurs impressions de la pandémie	13
ÉTUDE DE CAS : En prise directe avec les sciences grâce à un nouveau laboratoire	18
RÉCITS À LA PREMIÈRE PERSONNE : Asma Rabi, titulaire d'une bourse DAFI, parle des perspectives d'un jeune Afghan de Peshawar	21
ÉTUDE DE CAS : Une adolescente vénézuélienne prend le chemin d'une carrière médicale, en ligne	25
ENTRETIEN AVEC STEFANIA GIANNINI : « On ne peut pas laisser l'éducation être victime de cette crise »	28
ÉTUDE DE CAS : Un professeur syrien devient cinéaste après la fermeture des classes	34
COUP DE PROJECTEUR SUR L'APPRENTISSAGE CONNECTÉ : Répondre au confinement en ayant recours à peu de technologie	37
ÉTUDE DE CAS : Un couple darfourien place l'éducation au cœur de la vie familiale	40
LE MOT DE LA FIN : Par John Green, auteur et blogueur	44
APPEL À L'ACTION : Comment vous pouvez aider les jeunes réfugiés	46

GARDER LE CAP

PAR FILIPPO GRANDI,
HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES
POUR LES RÉFUGIÉS

**« Relever ce défi exige
un effort important et coordonné,
et c'est une tâche
à laquelle nous ne pouvons pas
nous dérober. »**

Le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, écoute des élèves réfugiés de la République démocratique du Congo dans l'école secondaire Makpandu de Yambio, au Soudan du Sud, en janvier 2021. L'école Makpandu, où les réfugiés et les enfants de la communauté d'accueil étudient ensemble, a obtenu certains des meilleurs résultats du pays au Certificat d'enseignement secondaire du Soudan du Sud.

© HCR / ANDREA CAMPEANU

Quelques faits

Le HCR estime qu'entre 2018 et 2020, **entre 290 000 et 340 000 enfants** en moyenne sont nés chaque année en tant que réfugiés.

Les enfants représentent **30%** de la population mondiale, mais **42%** de toutes les personnes déracinées.

La scolarisation de **300 000 enfants supplémentaires chaque année** nécessite **6000 classes** et le recrutement de **10 000 enseignants supplémentaires** (sur la base de 50 élèves par classe et de 30 élèves par enseignant).

De 2018 à 2020, [près d'un million d'enfants sont nés en tant que réfugiés](#). Dès le départ, ces jeunes sont confrontés à la perspective de passer leur enfance, voire leur vie tout entière, en dehors du pays qui devrait être le leur.

Le Covid-19 aura de profondes répercussions sur leur vie. L'UNESCO estime que plus de 1,5 milliard d'élèves ou d'étudiants ont vu leur école ou leur université fermée depuis le début de la pandémie.

Il est clair que cette perturbation sans précédent de l'éducation touche tous les enfants. Mais pour les jeunes réfugiés, qui se heurtent déjà à des obstacles considérables pour avoir ne serait-ce qu'une place dans la classe, cette situation pourrait anéantir tous les espoirs de pouvoir suivre le parcours scolaire dont ils ont besoin.

À tous les niveaux, le taux de scolarisation des réfugiés est inférieur à celui des non-réfugiés. La situation s'aggrave cependant à mesure que les enfants réfugiés avancent en âge, et les élèves du secondaire sont ceux qui risquent le plus d'être laissés pour compte.

Dans le primaire, selon les données du HCR, 68% des enfants réfugiés sont scolarisés. Par contre, le taux de scolarisation brut des réfugiés s'effondre dans le secondaire, à 34% seulement en moyenne. S'il existe de fortes disparités régionales, il n'en demeure pas moins que dans certains pays, le taux de scolarisation dans le secondaire est inférieur à 10%.

C'est la raison pour laquelle le rapport 2021 du HCR sur l'éducation se concentre sur l'éducation secondaire, soulignant la demande, les bénéfices potentiels et

les lacunes existantes en matière de fourniture de services et d'opportunités dans le domaine de l'éducation des réfugiés.

Pour les adolescents réfugiés, la pression à abandonner leur scolarité pour soutenir leur famille peut être intense — pression aggravée par la catastrophe économique due à la pandémie. Le risque que les garçons et les filles soient soumis au travail des enfants, et à ses formes à caractère d'exploitation, est très élevé.

Pourtant, sans éducation secondaire, les jeunes qui devraient vivre une phase importante de croissance, de développement et d'opportunités, se trouvent au contraire confrontés à des risques terribles. Leur refuser une éducation secondaire revient à retirer sous leurs pieds un pan entier de la passerelle qui les conduit vers leur avenir — de la passerelle qui leur permettrait d'accéder à de meilleures perspectives financières, à plus d'indépendance et à une meilleure santé.

L'enseignement secondaire est également la passerelle qui mène à l'enseignement supérieur. Le HCR a fixé l'objectif ambitieux de 15% de scolarisation des réfugiés à ce niveau d'ici à 2030 — c'est notre campagne

«15by30». La bonne nouvelle, c'est que le dernier taux de scolarisation dans le supérieur est de 5%, alors qu'il était de 3% il y a un an et de seulement 1% il y a quelques années seulement.

Toutefois, ce progrès, et toutes les autres avancées obtenues en matière d'éducation des réfugiés, sont fortement menacés par le Covid-19. S'il est encore trop tôt pour savoir quelles seront toutes ses conséquences, on peut déjà imaginer que les dommages seront considérables. D'après les estimations des bureaux du HCR dans 37 pays, les élèves et les étudiants réfugiés avaient perdu en moyenne 142 jours de scolarité en mars 2021 à cause des fermetures d'écoles, d'universités et autres établissements — déficit énorme qui sera très difficile à combler.

Il est vrai que de nombreux élèves et étudiants se sont adaptés, et rapidement. Les ressources en ligne sont inépuisables, et nous avons assisté à de rapides progrès de la technologie et de l'apprentissage numérique ces derniers mois.

Mais les inégalités sont également présentes dans le monde virtuel. L'apprentissage numérique est plus accessible si vous disposez d'une connexion Internet, de matériel approprié, d'argent pour vous l'offrir et d'un endroit tranquille pour suivre les cours et apprendre.

Pour des milliers d'élèves et d'étudiants qui vivent dans des régions non connectées, qui n'ont pas accès à des dispositifs numériques (ou qui doivent les partager avec d'autres), et qui vivent dans des lieux surpeuplés, disposer de ces ressources est irréaliste.

Relever ce défi requiert des efforts importants et coordonnés, et c'est là une tâche à laquelle nous ne pouvons nous dérober.

Pour tous les enfants et les jeunes, en particulier les plus vulnérables, nous avons besoin d'une campagne mondiale en faveur du «retour à l'école». Les États doivent notamment veiller à ce que les réfugiés soient intégrés aux systèmes éducatifs, y compris aux programmes de rattrapage.

Là où les ressources sont rares — en gardant à l'esprit que 27% des réfugiés vivent dans les pays les moins développés du monde — les États d'accueil ont besoin de l'aide internationale pour renforcer les capacités au niveau du secondaire: plus d'écoles, du matériel d'apprentissage approprié, une formation des enseignants pour les matières spécialisées, des installations séparées pour les adolescentes, et bien d'autres choses encore.

Et nous devons réduire la fracture numérique, avec une connectivité de meilleure qualité et plus abordable, ainsi que des plateformes éducatives utilisant peu de technologie, voire aucune. Ce sont là autant de domaines d'intervention clairs, dont les résultats pourront être mesurés.

La pandémie a donné à beaucoup d'entre nous une idée de ce qu'est la réalité quotidienne des réfugiés: isolement, restrictions de mouvement, incertitude économique, refus soudain d'octroi de services élémentaires... des centaines de milliers d'enfants naissent dans ces conditions année après année.

Nous perdons du terrain dans la bataille menée pour assurer une éducation complète et de qualité à tous. Mais avec une action coordonnée, nous pouvons rattraper le temps perdu et atteindre notre objectif ultime: donner à tous les enfants et aux jeunes, y compris aux réfugiés, l'éducation qu'ils méritent.

Une jeune réfugiée afghane en train d'étudier dans la ville de Pakdash, dans le sud-est de la capitale iranienne, Téhéran.

© HCR / ZAHRA NAZARI

CHAPITRE 1

CE QUE LES DONNÉES RÉVÈLENT

Comprendre les statistiques sur la scolarisation des réfugiés

L'analyse des données sur l'éducation des réfugiés la plus complète jamais menée par le HCR fait apparaître de fortes disparités quant à la scolarisation dans le monde, avec des taux très supérieurs en Afrique subsaharienne à ceux de l'Asie et des Amériques.

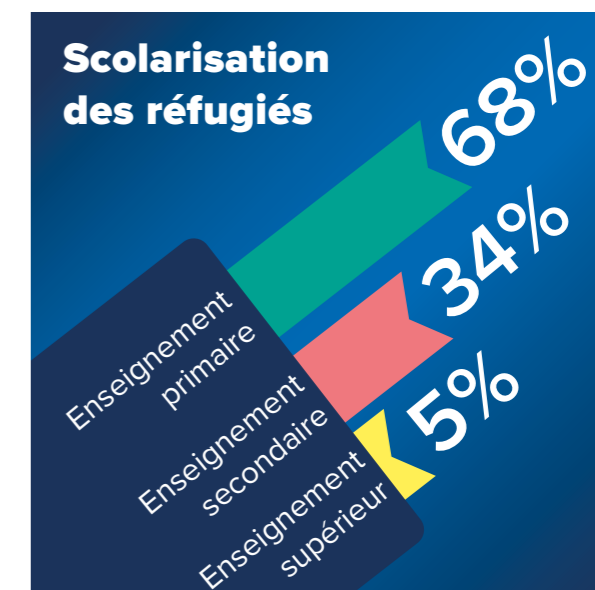
Le taux de scolarisation brut moyen de mars 2019 à mars 2020 pour les pays qui ont communiqué des données était de 68% pour le primaire². Pour le secondaire, il était de 34%³, preuve que des obstacles structurels importants empêchent les élèves réfugiés d'avoir accès à l'enseignement post-primaire.

La comparaison du taux de scolarisation des élèves du pays d'accueil et des élèves réfugiés fait apparaître de fortes disparités. Par exemple, en Jordanie, dans le primaire, le taux de scolarisation des réfugiés était de 59%, alors qu'il était de 82% pour les élèves du pays d'accueil⁴ en 2019-2020. Au Tchad, le taux de scolarisation des réfugiés était de 78%, contre 89% pour les élèves du pays d'accueil⁵ sur la même période.

L'écart est encore plus frappant dans le secondaire. En Jordanie, par exemple, le taux de scolarisation des réfugiés était de 25%, tandis que celui des élèves du pays d'accueil était de 65%⁶ en 2019-2020.

Au niveau du supérieur, les taux de scolarisation pour la même période étaient de 5%⁷.

Cette augmentation, de 2% par rapport à l'an dernier, représente un changement transformationnel pour des milliers de jeunes et leurs communautés. Elle atteste aussi de l'élan en faveur de la campagne «15by30», qui vise à faire grimper à 15% le taux de scolarisation dans le supérieur d'ici à 2030. Toutefois, pour atteindre cet objectif, il est essentiel que plus de réfugiés aient accès à un enseignement secondaire de



² Données des opérations dans 44 pays.

³ Données des opérations dans 41 pays.

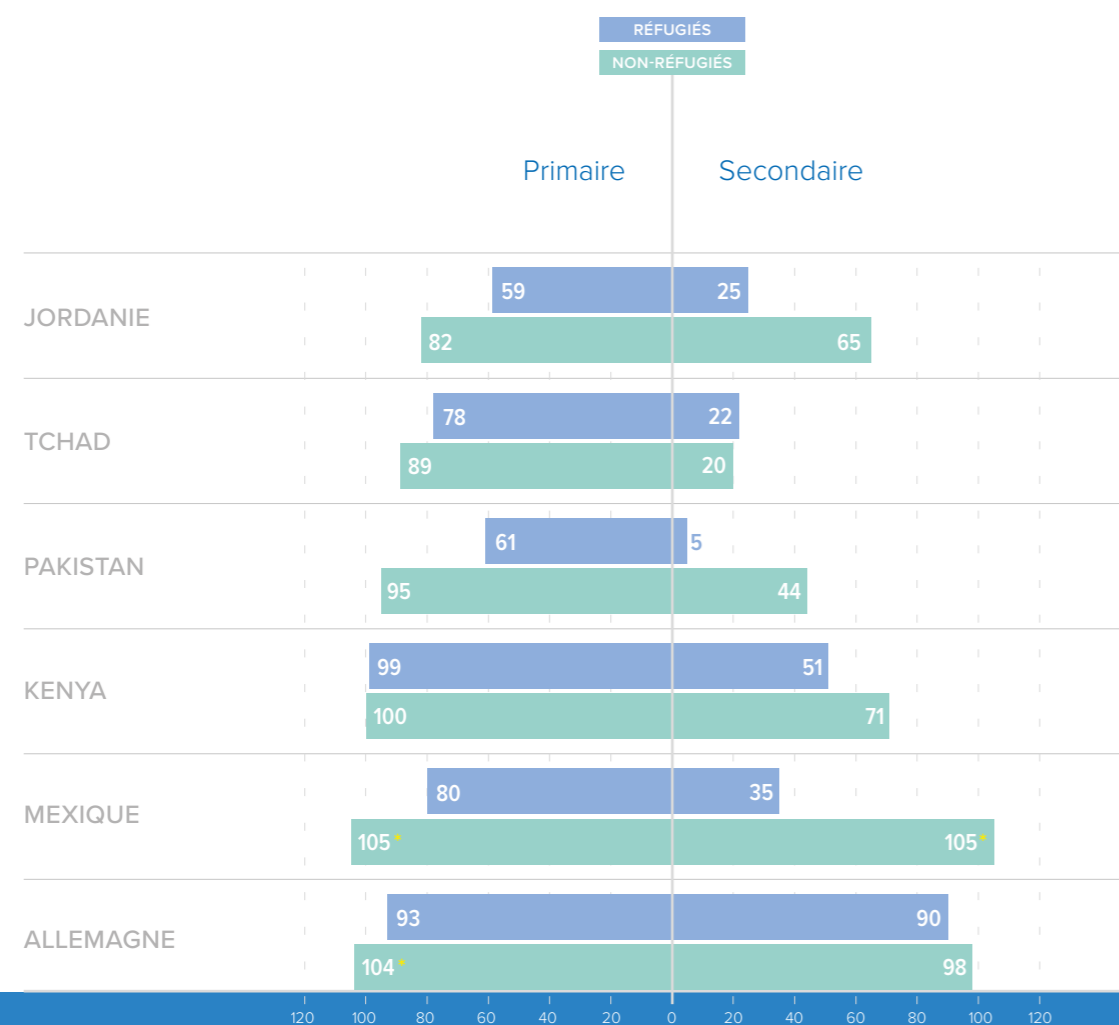
⁴ UNESCO-UIS. (2021). *UIS Statistics*. <http://data.uis.unesco.org/>

⁵ UNESCO-UIS. (2021). *UIS Statistics*. <http://data.uis.unesco.org/>

⁶ UNESCO-UIS. (2021).

⁷ Données des opérations-pays du HCR.

Taux de scolarisation | mars 2019 - mars 2020



* Certains chiffres sont supérieurs à 100% parce que les taux de scolarisation bruts incluent les élèves plus âgés que la normale; le total peut donc être supérieur à celui de la population de la tranche d'âge officielle.

Les chiffres pour la population d'accueil du Kenya sont de 2019; ceux de la population d'accueil de l'Allemagne sont de 2018.

Les chiffres pour le Mexique sont de 2019-2020 pour les réfugiés et de 2018 pour les non-réfugiés.

Source: DONNÉES DES OPÉRATIONS-PAYS DU HCR, UNESCO-UIS, MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION DU KENYA.

Cette augmentation continue de la population mondiale des personnes déracinées signifie que près de la moitié de tous les enfants réfugiés — 48% — sont toujours déscolarisés.

qualité, puissent le suivre dans la sécurité et intégralement, et aient le soutien nécessaire pour passer à l'enseignement supérieur.

Tous ces chiffres doivent être vus dans le contexte des taux records de déplacement forcé, le nombre total de réfugiés atteignant 26,4 millions de personnes fin 2020 d'après le dernier [rapport annuel Tendances mondiales](#) du HCR, auxquels s'ajoutent 4,1 millions de demandeurs d'asile et 5,4 millions de Vénézuéliens réfugiés, migrants et demandeurs d'asile^{8 9}.

Même si des milliers de nouveaux élèves réfugiés ont été scolarisés au cours de la période étudiée, cette augmentation continue de la population mondiale des personnes déracinées signifie que près de la moitié de tous les enfants réfugiés — 48% — sont toujours déscolarisés¹⁰.

Le fait que plus de pays aient communiqué des données cette année permet de ventiler les données par région, où les taux de scolarisation varient. Dans les pays de l'Afrique subsaharienne par exemple, les taux de scolarisation bruts dans le primaire étaient respectivement de 99% et de 76% au Kenya et en

Ouganda¹¹. Dans les Amériques, les taux moyens de scolarisation dans le primaire étaient comparativement inférieur, reflet de l'important déplacement de Vénézuéliens ces dernières années (*voir encadré*).

Les statistiques révèlent aussi que les filles ont moins accès à l'éducation que les garçons. Au niveau primaire, les taux de scolarisation bruts mondiaux des réfugiés étaient respectivement de 70% et 67% pour les garçons et les filles; dans le secondaire, ils étaient de 35% et 31%¹².

Toutefois, il n'a pas encore été procédé à la collecte et à l'analyse de données livrant une image globale des répercussions de la pandémie de Covid-19. [Dans le monde entier, neuf écoles sur dix ont été fermées](#) à un moment donné¹³ et pour des périodes différentes depuis que les pays ont imposé des mesures de confinement et de quarantaine en 2020 et 2021. Les réponses des États et du secteur privé, y compris l'apprentissage numérique et l'apprentissage mixte, n'ont pas été accessibles dans les mêmes conditions pour les communautés les plus marginalisées, y compris les réfugiés, et au vu des éléments concrets que l'on parvient à

8 Ce chiffre comprend les réfugiés, migrants et demandeurs d'asile vénézuéliens recensés par la [Plateforme de coordination pour les réfugiés et les migrants du Venezuela](#).

9 HCR. (2021). Rapport annuel Tendances mondiales du HCR.

10 Calcul reposant sur les données des opérations-pays du HCR.

11 Données des opérations-pays du HCR.

12 Ibid.

13 UNESCO, « Suivi mondial des fermetures d'établissements scolaires liées au Covid-19 », Éducation: de la fermeture des établissements scolaires à la reprise, 2020.

obtenir sur les conséquences de la pandémie, on peut raisonnablement avancer que la pandémie aura eu des répercussions négatives sur les résultats de l'apprentissage et que les taux de déscolarisation auront augmenté.

Éducation préprimaire

Pour la première fois dans son rapport annuel sur l'éducation des réfugiés, le HCR communique

des données sur le taux de scolarisation dans le préprimaire pour les réfugiés, qui était de 34% au cours de la période étudiée pour 32 pays dans lesquels des données ont été collectées¹⁴. Il est utile de savoir dans quelle mesure les enfants peuvent avoir accès à l'éducation préprimaire, car il a été montré que cette éducation [les prépare à l'enseignement primaire](#)¹⁵, améliorerait l'apprentissage dans les classes supérieures et [renforce les compétences de la vie courante](#)¹⁶.

14 Données des opérations-pays du HCR.

15 Berlinski, S., Galiani, S., & Gertler, P. (2009). The Effect of Pre-Primary Education on Primary School Performance. *Journal of Public Economics*, 93(1), 219–234.

16 Aboud, F. E. (2006). Evaluation of an Early Childhood Preschool Program in Rural Bangladesh. *Early Childhood Research Quarterly*, 21(1), 46–60.

Coup de projecteur

Éducation pour les Vénézuéliens en Colombie

Fin 2020, on comptait 5,4 millions de réfugiés, migrants et demandeurs d'asile vénézuéliens, dont 80% vivaient dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes (principalement en Colombie, au Chili, en Équateur, au Brésil et au Pérou)¹. Plus d'un tiers des Vénézuéliens sont arrivés en Colombie, faisant de ce pays le plus grand pays d'accueil de cette population déplacée.

Jusqu'à récemment, l'accès des Vénézuéliens à l'éducation en Colombie était limité : d'après les données de 2019, environ 206 000 élèves du Venezuela étaient inscrits dans les écoles colombiennes, avec un taux de scolarisation brut de 42% dans le primaire et de 34% dans le secondaire². Dans le primaire en particulier, le taux de scolarisation est très inférieur à la fois au taux moyen mondial pour les enfants

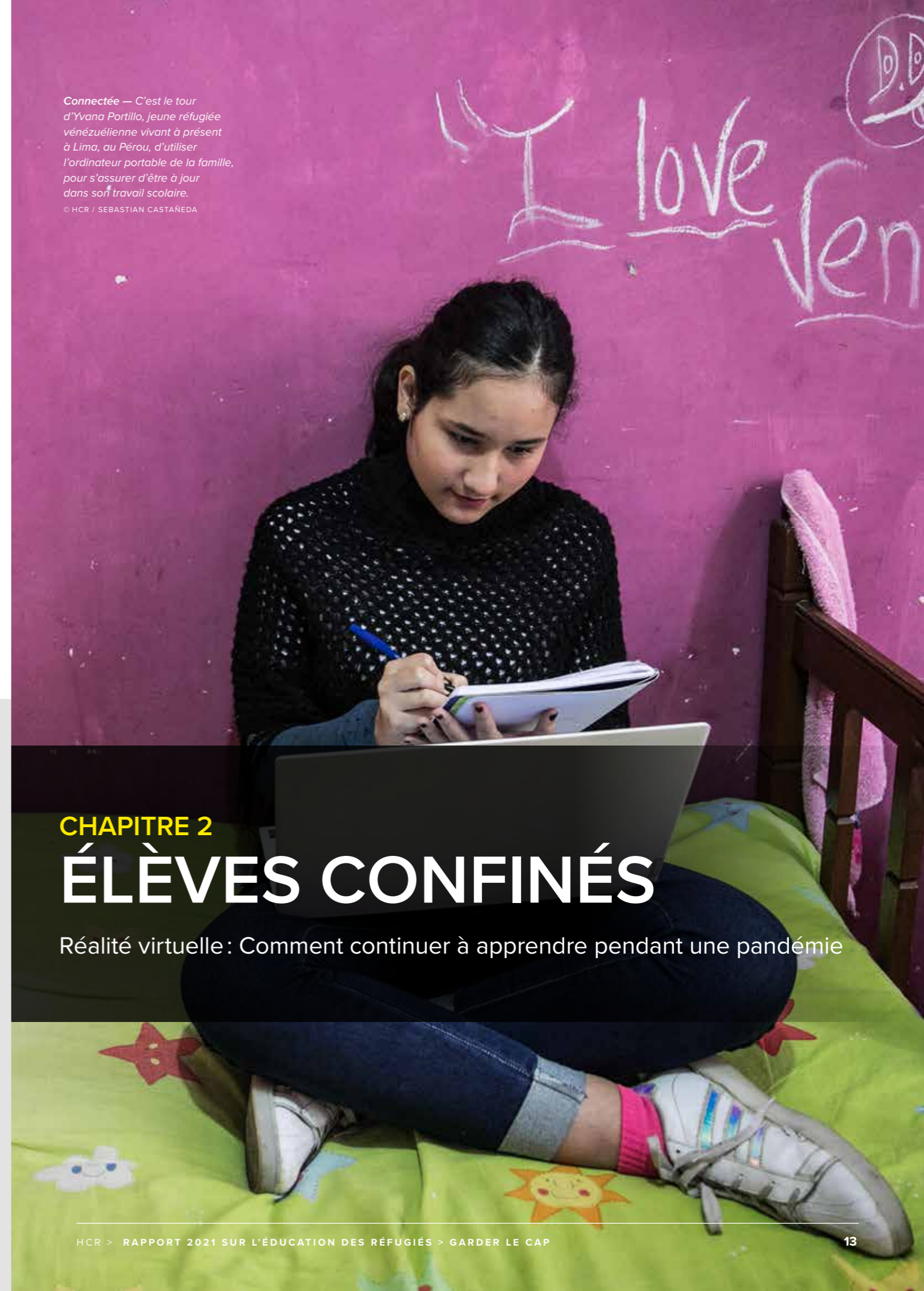
réfugiés et au taux des enfants non réfugiés.

Cette situation devrait s'améliorer à présent que [la Colombie a accordé le statut de protection temporaire aux Vénézuéliens](#), leur donnant accès aux services élémentaires, notamment aux documents d'identité, à un emploi officiel, à l'éducation, au système de santé et aux plans de vaccination contre le Covid-19³.

1 R4V. (2021). <https://www.r4v.info/>

2 Données des opérations-pays du HCR.

3 HCR. (2021). *Le HCR et l'OIM se félicitent de la décision de la Colombie de régulariser les réfugiés et migrants vénézuéliens.*



Connectée — C'est le tour d'Yvana Portillo, jeune réfugiée vénézuélienne vivant à présent à Lima, au Pérou, d'utiliser l'ordinateur portable de la famille, pour s'assurer d'être à jour dans son travail scolaire.

© HCR / SEBASTIAN CASTANEDA

CHAPITRE 2

ÉLÈVES CONFINÉS

Réalité virtuelle : Comment continuer à apprendre pendant une pandémie

Pour comprendre les problèmes auxquels se sont trouvés confrontés les élèves réfugiés lorsque le coronavirus s'est propagé dans le monde entier, nous avons demandé à deux membres du Conseil pour l'éducation des réfugiés — l'une à Lima, au Pérou, et l'autre dans le camp de réfugiés de Kakuma, de se poser mutuellement des questions sur la manière dont chacun avait réagi, s'était adapté et avait persévéré malgré les perturbations constantes de l'enseignement.

Nhial Deng: «À l'école, j'ai trouvé du réconfort, de l'espoir et la résilience».
© HCR / SAMUEL OTIENO

Nhial Deng, 22 ans, a fui à Kakuma en 2010 après une attaque armée contre son village en Éthiopie. Parmi les nombreux autres projets auxquels il participe, il préside les Jeunes ambassadeurs réfugiés de la paix à Kakuma, initiative qui promeut la coexistence pacifique entre les communautés dans le camp et permet aux jeunes de devenir des artisans de la paix et des entrepreneurs sociaux. Il commencera l'université au Canada cette année universitaire.

Yvana Portillo, 15 ans, a fui le Venezuela avec sa famille en 2017. Vivant actuellement à Lima, au Pérou, elle a bien réussi dans son nouvel environnement, surmontant la faim et le manque d'argent pour devenir première de sa classe au lycée, et plaide pour une éducation accessible et de qualité.

Yvana : Bonjour Nhial ! Tu es où en ce moment et comment vont tes études ?

Nhial : Je suis dans le camp de réfugiés de Kakuma et je me prépare à partir pour le Canada en août pour commencer au Collège universitaire Huron le mois suivant. J'espère suivre les études sur les droits mondiaux, et des modules secondaires en anglais et études culturelles. Je n'ai pas été à l'école depuis janvier, date à laquelle j'ai fini un cours d'un an sur la réalisation de films et le journalisme animé par une organisation appelée FilmAid. Je devais terminer en décembre mais nos études ont été perturbées par le Covid et tous les cours ont été suspendus.

On nous a renvoyés chez nous mais je n'avais pas accès à Internet ni l'électricité et je vis dans un campement avec plus de dix personnes — alors, ce n'était pas facile de trouver un endroit juste pour moi, où je pouvais étudier tranquillement.

Et toi Yvana ? Comment se passent tes études ?

Yvana : J'étudie toujours dans ma chambre. Au début, j'ai cru que le virus et les restrictions ne dureraient pas longtemps — un mois ou deux peut-être. Mais au bout de quelques semaines à l'école, on nous a renvoyés chez nous. Alors, j'ai compris que ça ne s'arrêterait pas si vite.

Le plus dur a été de s'adapter aux cours à distance — pour moi, c'était encore plus dur que de ne pas pouvoir sortir ou voir mes amis.

Nhial : Tu avais ce qu'il fallait pour les cours virtuels ?

Yvana : Pas au début. On avait un téléphone portable et un ordinateur portable mais mes parents sont enseignants et ils avaient besoin de l'ordinateur pour faire cours et pour partager leur écran et tout ça. Mon frère et moi, on avait juste le téléphone.

Après, on n'a pas eu d'électricité pendant une semaine et demie. On est allés chez une amie de ma mère pour qu'on puisse suivre les cours et que mes parents puissent enseigner. Heureusement, ils ont pu acheter un autre téléphone.

Et toi? Tu as dit que tu n'avais ni Internet ni l'électricité...

Nhial: J'allais dans un cybercafé — ils [les organisateurs du cours] ont créé une classe Google et nous ont envoyé les cours, les documents et les vidéos. Comme ça, on a pu tout télécharger et suivre les cours sans être connecté — j'ai eu de la chance d'avoir un ordinateur, la plupart des réfugiés ici n'en ont pas, et FilmAid nous a fourni des paquets de données. Je téléchargeais le contenu et j'attendais que tout le monde dorme chez moi pour pouvoir étudier.

Tu as réussi à t'adapter à l'enseignement en ligne?

Yvana: On a un tuteur qui nous aide pour les cours en ligne. Mais ce sont nos professeurs qui avaient des problèmes — ils n'étaient pas aussi habitués que nous [les élèves] à la vie en ligne, ils ne savaient pas bien comment allumer leur micro ou leur appareil photo ou partager leur écran. Ils n'ont peut-être pas autant l'habitude de la technologie que nous mais ça fait plus d'un an maintenant, et ça va mieux.

Comment as-tu réussi à rester motivé?

Nhial: Ma formatrice pour le cours de journalisme m'a beaucoup aidé — elle est kényane et j'étais très proche d'elle. J'aime contacter les personnes en qui j'ai confiance, dont je sais qu'elles peuvent m'aider à surmonter n'importe quel problème. Donc, je l'appelais ou le lui envoyais un texto tous les jours.

L'un des conseils qu'elle m'a donnés, qui a été très précieux, c'est qu'il y a très peu de possibilités dans ce monde et que tout le monde se bat pour elles. Alors, elle m'a dit d'être très énergique, de chercher à faire ce qu'il y a de mieux dans chaque situation. Et c'est ce que je fais, j'essaie de trouver des moyens de me propulser vers de nouveaux sommets.

Tu es impatiente de retourner à l'école?

Yvana: Oh oui! Je préférerais 1000 fois aller à l'école plutôt que suivre des cours virtuels. On étudie mieux. Ou parfois, la connexion Internet [à la maison] s'interrompt et on est obligé de s'arrêter.

Mais je dois dire que j'ai de meilleures notes maintenant que quand j'allais en classe! Je pense que c'est parce que je peux faire plus de recherches sur Internet, chercher des vidéos sur YouTube qui expliquent les sujets que je dois étudier. Et j'ai mes parents près de moi qui peuvent m'aider pour mes devoirs. Donc, j'arrive mieux à trouver des informations.

«Je téléchargeais le contenu et j'attendais que tout le monde dorme chez moi pour pouvoir étudier.»

Nhial: Alors, tu penses que l'enseignement numérique devrait jouer un rôle plus grand dans l'éducation, même après la pandémie?

Yvana: Oui — l'apprentissage devrait prendre en compte cet aspect. Les outils numériques peuvent beaucoup nous aider à l'école. Si je pouvais adresser une recommandation aux gouvernements, ce serait de fournir aux réfugiés les ressources dont ils ont besoin, y compris l'accès aux informations numériques.

Nhial: Je suis d'accord, bien que je considère le problème sous deux angles. Premièrement, je pense que l'école devrait continuer — je pense à mon propre parcours, quand je suis arrivé à Kakuma pour la première fois, j'étais perdu, j'étais dévasté, j'étais frustré. J'avais des cauchemars sur la violence dont j'avais été témoin quand j'ai fui mon village en Éthiopie. À l'école, j'ai pu trouver du réconfort, de l'espoir et la résilience. C'était un endroit sûr, où je pouvais envisager un avenir radieux.

Et j'ai vu tellement d'autres jeunes venus de différents endroits et qui avaient enduré tant de choses. Ils suivaient un enseignement parce qu'ils pensaient que c'était leur passeport pour un meilleur avenir. Donc, je pense que l'école physique doit exister.

Mais je pense aussi qu'il faut une part d'enseignement numérique. L'éducation doit être l'occasion pour des personnes vivant dans différentes parties du monde de se réunir et d'apprendre ensemble. L'occasion pour quelqu'un qui vit en Amérique du Nord de connaître une personne qui se trouve à Kakuma, pour une personne de Kakuma de connaître quelqu'un en Europe. Chaque école devrait être connectée à Internet pour permettre à des personnes de milieux différents et vivant dans des lieux différents de partager des idées et des connaissances — et de nouer des amitiés.

«Ce sont nos professeurs qui avaient des problèmes — ils ne savaient pas bien comment allumer leur micro ou leur appareil photo ou partager leur écran.»

Conseil pour l'éducation des réfugiés

Le [Conseil pour l'éducation des réfugiés](#), hébergé par [Vision Mondiale Canada](#), a été lancé par le gouvernement du Canada en février 2021 dans le cadre de la campagne Ensemble pour l'apprentissage. Le conseil a été

créé en consultation avec le Groupe de travail sur la politique canadienne en matière d'éducation internationale, réseau de partenaires œuvrant dans le domaine du développement qui cherchent à promouvoir l'éducation

pour les enfants et les jeunes réfugiés. Il est composé d'étudiants, d'enseignants et de dirigeants communautaires qui vivent en tant que personnes déracinées ou dans des communautés d'accueil.



CHAPITRE 3

ÉTUDE DE CAS

En prise directe avec les sciences grâce à un nouveau laboratoire

Les élèves de l'école secondaire St Michael, dans le camp de réfugiés de Tongogara, au Zimbabwe, suivent un cours de sciences dans leur nouveau laboratoire.

© HCR / ZINYANGE AUNTONY

Une école secondaire du Zimbabwe a accordé une place de premier plan aux sciences dans son programme mais a besoin de ressources supplémentaires pour que les élèves puissent franchir un nouveau cap.

La craie crissant sur le tableau noir, Joyline Mhlanganiso commence à rédiger une liste de méthodes permettant de séparer différentes substances.

« Le tamisage », dit-elle par-dessus son épaule, « Quoi d'autre ? »

« La filtration », hasarde un élève assis quelque part au milieu de la classe. Un autre ajoute « la décantation » et un troisième suggère « le magnétisme ». Joyline continue à écrire les réponses à mesure qu'elles arrivent.

Les sciences sont une affaire sérieuse à l'école secondaire St Michael, dans le camp de réfugiés de Tongogara, situé loin dans le sud-est du Zimbabwe, depuis qu'un nouveau laboratoire a été construit en 2019. Tous les élèves de l'école, du niveau 1 au niveau 4, étudient désormais les sciences.

« Nos élèves aiment les exercices pratiques et les expériences lorsque je fais des leçons, et ils adorent aussi les sorties sur le terrain », dit Joyline, enseignante zimbabwéenne qui travaille à St Michael depuis neuf ans.

Elle se rappelle avec fierté ce jour de 2018 où l'une de ses élèves a remporté un concours national de sciences. « J'avais deux élèves [inscrits au concours], explique Joyline. La fille est arrivée première et le garçon troisième. Ça a été une belle réussite. » Les élèves partagent son enthousiasme.

Jessica Momba, 16 ans, réfugiée de la République démocratique du Congo (RDC), déclare que ses matières favorites sont les sciences, les maths et la géographie.

Elle voudrait devenir géographe.

« J'adore les expériences en groupe parce que je les fais avec mes amis, en classe », dit-elle.

« J'aime beaucoup faire des expériences parce qu'elles me permettent de mettre en pratique les concepts que nous apprenons en classe », ajoute Israel Mutata, jeune réfugié de 16 ans, lui aussi congolais.

On compte plus de 20 000 réfugiés et demandeurs d'asile au Zimbabwe, la plupart originaires de RDC et du Mozambique. Le camp de Tongogara accueille 14 800 réfugiés, dont environ 5 500 ont entre 5 et 17 ans.

La demande d'éducation est forte mais il n'y a pas suffisamment de places et les classes sont souvent surchargées. Plus de 1150 enfants d'âge scolaire ne sont pas inscrits à l'école. En effet, St Michael est la seule école secondaire du camp. Elle accueille 860 élèves, dont 90% sont des réfugiés.

Au Zimbabwe, les enfants réfugiés se heurtent à plusieurs obstacles pour apprendre. Wilfred Ziracha, le directeur de l'école, déclare que les élèves congolais peuvent avoir du mal à passer au nouveau programme, notamment parce qu'ils doivent désormais étudier en anglais et non plus en français. (Le français est aussi enseigné à St Michael, comme le shona, qui est parlé dans tout le Zimbabwe).

Et si l'école est fière de son nouveau laboratoire — dont la construction a été financée par le HCR — elle manque toujours de certains matériels essentiels. Ziracha explique qu'il voudrait

CHAPITRE 4

RÉCITS À LA PREMIÈRE PERSONNE

«Ali* veut me suivre à l'université
— mais je vois ses chances d'y parvenir s'envoler.»



Joyline Mhlanganiso, l'une des deux enseignantes de sciences de St Michael, où elle travaille depuis neuf ans.
© HCR / ZINYANGE AUNTONY

une alimentation en gaz et des becs Bunsen — actuellement, les élèves doivent se contenter de lampes à la paraffine, qui sont plus faibles et ne peuvent pas être réglées.

Des tableaux blancs et des projecteurs faciliteraient aussi l'affichage d'informations et de diagrammes, et le wi-fi permettrait d'avoir accès à une foule de matériels d'apprentissage numériques. L'école, le HCR et d'autres partenaires cherchent des fonds pour acheter des équipements supplémentaires.

En fin de compte, St Michael a pour ambition d'offrir un enseignement et des examens de niveau avancé.

«Il y a un fossé [entre l'offre et la demande]», déclare Memory Mandikiana, coordonnatrice de l'éducation auprès du Service jésuite des réfugiés, qui aide l'école en achetant des manuels scolaires, en proposant des cours de soutien pour le travail

scolaire et en assurant un service de bibliothèque. «Actuellement, les élèves réfugiés doivent se rendre dans d'autres écoles pour avoir une éducation de niveau avancé.»

Le laboratoire de sciences est particulièrement important pour les filles. [D'après l'UNESCO](#), la participation des filles aux matières STEM — sciences, technologie, ingénierie et mathématiques — diminue à mesure qu'elles deviennent plus âgées, cette participation s'effondrant au lycée et au niveau du supérieur.

«Nous avons un avantage dans cette école : les deux seuls enseignants de sciences sont toutes deux des femmes, souligne Ziracha. Sur les trois enseignants de mathématiques, il y a une femme, si bien que ces matières sont populaires parmi les filles. Nous leur disons, "Elles y sont arrivées, alors, vous aussi, vous pouvez y arriver.»»



De jeunes réfugiés afghans se rendent à l'école au Pakistan en décembre 2020. Ils font partie des 1,4 million de réfugiés afghans enregistrés dans le pays, dont 635 000 ont moins de 18 ans.

© HCR / ASIF SHAHZAD

Asma Rabi est une réfugiée afghane, étudiante et chercheuse à l'université, qui participe à une étude pionnière sur l'éducation des réfugiés. Elle nous fait part de ses réflexions et de ses observations sur l'avenir scolaire des jeunes afghans au Pakistan, et sur les rêves d'un jeune homme dont les chances d'avoir une place à l'université sont bien minces...

Asma Rabi,
chercheuse réfugiée
et bénéficiaire
d'une bourse du DAFI.
© HCR / ZIKREA SALEAH

“ J’ai trouvé l’école des réfugiés dans un coin de la partie la plus surpeuplée de la ville pakistanaise de Peshawar. Elle était petite et avait l’air d’être abandonnée, avec quelques plantes rachitiques de chaque côté de l’entrée et les eaux usées qui coulent à deux pas de la porte.

En fait, l’école — l’une des plus anciennes écoles pour réfugiés de Peshawar — était très animée. En effet, elle était ouverte depuis plus de vingt ans et est chargée d’éduquer des centaines de réfugiés afghans, principalement des garçons.

Dans une petite salle de classe mal éclairée, un groupe de jeunes adolescents étaient assis par terre, sur un vieux tapis. Leur voix résonnait dans le couloir alors qu’ils répétaient des phrases de leur manuel, après leur professeur. Lorsque je suis entrée dans la classe, ils ont affiché un sourire qui semblait ne jamais devoir disparaître.

C’était en mars 2020 et j’avais été chargée d’interroger quelques élèves d’une école secondaire dans le cadre d’une vaste étude sur l’éducation. Ces deux dernières années, j’ai fait partie d’un groupe de chercheurs réfugiés travaillant sur un projet intitulé [Voices of Refugee Youth](#), qui se concentre sur le Pakistan et le Rwanda.

« Je me souviens bien de mes années d’école — au lieu de porter un cartable, j’avais l’impression que nous portions la responsabilité de notre famille sur nos petites épaules. »

Nous utilisons des enquêtes, des interviews et des groupes thématiques avec des élèves réfugiés pour essayer de comprendre le rôle que joue l’éducation dans leur vie. En exploitant les informations issues de ces interactions, notre but est d’aider les gouvernements et les organisations nationales et internationales à mieux planifier le soutien qu’ils apportent aux réfugiés.

Après m’être présentée à la classe, un garçon assis dans un coin a dit qu’il voulait être le premier à être interrogé. Alors âgé de 17 ans, ce réfugié afghan — appelons-le Ali — parlait avec une réelle passion. Son père était fermier dans un village proche de Jalalabad, en Afghanistan. Sous la menace constante de la violence, ses parents ont voulu le mettre en sécurité et l’ont envoyé au Pakistan. Pour eux, Ali représente le meilleur espoir de la famille — et même leur seul espoir. Ils voulaient le protéger.

Au Pakistan, il a pu aller à l’école. « J’étudie et je travaille dur pour pouvoir devenir ingénieur et reconstruire mon pays », a-t-il expliqué.

Ali m’a dit qu’il avait deux emplois et travaillait jusqu’à minuit pour gagner assez d’argent pour couvrir les frais liés à l’école. Il est l’un des meilleurs élèves ; il avait appris l’anglais

avec un professeur et à son tour, s’était porté volontaire pour l’enseigner à ses camarades de classe.

Après l’école, Ali partait enseigner dans un cours de langue anglaise jusqu’au soir. Puis il ramassait de vieilles bouteilles de plastique et de vieux cartons dans les rues pour les vendre.

Son principal atout était celui d’être un garçon. Dans de nombreuses familles réfugiées afghanes, l’éducation des garçons est prioritaire par rapport à celle des filles, ou celle-ci est jugée non souhaitable ou acceptable uniquement jusqu’à la puberté.

Lorsque j’ai retrouvé Ali cette année, il avait fini l’école secondaire et m’a dit qu’il économisait dans l’espoir de pouvoir payer les frais d’inscription à l’université — mais il a besoin de centaines de dollars pour cela. S’il n’y parvient pas, tous les emplois pour lesquels il faut avoir suivi un enseignement supérieur lui seront inaccessibles. Cependant, les récents bouleversements en Afghanistan ont plongé l’avenir du pays dans l’incertitude. Pour Ali, le retour dans son village n’est pas envisageable tant que la paix n’est pas revenue.

« Imaginez être un adolescent et travailler si dur, faire des choses que vous ne voulez pas faire, a-t-il dit. Imaginez être obligé de travailler jusqu'à minuit pour gagner de l'argent au lieu d'étudier. Mais je sais que je peux changer ma destinée. »

La visite à l'école d'Ali, à Peshawar, m'a ramenée à l'époque où j'ai moi-même quitté la maison pour commencer l'école. En effet, j'écris cet article en tant que réfugiée afghane, née et élevée au Pakistan. Ma famille a quitté l'Afghanistan au début des années 1990. Je m'estime bénie : j'ai eu la possibilité d'apprendre, d'explorer et de m'épanouir, et en 2017, j'ai obtenu une bourse (via [le programme DAFI](#), parrainé par le HCR) pour l'une des universités du Pakistan les plus renommées.

Mais je me rappelle très bien mes années d'école — lorsque je quittais la maison tôt le matin avec mon cartable et que je rencontrais d'autres enfants réfugiés sur le chemin. Sauf qu'au lieu de porter un cartable, j'avais l'impression que nous

portions la responsabilité de notre famille sur nos petites épaules.

Des milliers de jeunes réfugiés sont passés par l'école d'Ali. Ils font partie des 1,4 million de réfugiés afghans enregistrés au Pakistan, dont près de la moitié ont moins de 18 ans. Ce sont des êtres humains avec leurs rêves, leurs passions, l'ambition de contribuer au bien-être de la société dans laquelle ils vivent, et de reconstruire leur pays s'ils peuvent y retourner.

Après avoir entendu l'histoire d'Ali et vu combien il travaille dur, je veux faire entendre sa voix dans l'espoir qu'une aide pourra lui être accordée, à lui et à d'autres jeunes comme lui. L'Afghanistan est peut-être à nouveau en proie à l'incertitude, mais la jeunesse afghane porte en elle la promesse d'un avenir meilleur. Investir en elle est un investissement dans la paix, la stabilité et la prospérité, tant pour le pays que pour la région. ”

* Le nom d'Ali a été modifié afin de protéger son identité.

Le projet de recherche d'Asma

Voices of Refugee Youth: impact of post-primary refugee education est une étude qui vise à constituer une base de connaissances démontrant l'importance vitale de l'éducation post-primaire pour les jeunes réfugiés. Son approche innovante consiste à faire participer de jeunes réfugiés aux recherches.

L'étude se concentre sur les réfugiés du Pakistan et du Rwanda, et la principale méthode de collecte des données est une enquête

longitudinale de grande ampleur — c'est-à-dire qui suit les mêmes participants au fil du temps — alliée à des contributions d'experts, de collègues du HCR et d'autres personnes appartenant au système éducatif des deux pays concernés. Une cohorte de 15 jeunes réfugiés de chaque pays a contribué à définir le concept de l'étude, recevant une formation aux méthodes de recherche en sciences sociales, qui débouchera aussi sur une qualification

professionnelle de niveau universitaire accréditée par la [John Carroll University](#), avec des crédits transférables.

Le travail de recherche est mené en partenariat avec le [HCR](#), [Jigsaw Consult](#) et [Refugee Education UK](#). L'étude est financée par [Dubai Cares](#) dans le cadre de l'enveloppe de recherche [E-Cubed](#). Pour plus de détails, consultez le site web [Voices of Refugee Youth](#).

Solidarité familiale —
Maria est assise
avec sa mère, Carmen,
ancienne enseignante
qui travaille à présent
dans une station-service
et un commerce
de proximité.
© HCR / CARLA BRIDGLAL



CHAPITRE 5

ÉTUDE DE CAS

Une adolescente vénézuélienne prend le chemin d'une carrière médicale, en ligne

La possibilité de s'inscrire dans une école publique ou privée ayant disparu, une jeune fille a trouvé un moyen de préparer des examens accrédités et de continuer à croire à son rêve de faire une carrière médicale.

Maria* veut être médecin depuis qu'elle a quatre ans. En particulier après avoir appris qu'elle devrait vivre avec le diabète toute sa vie.

Âgée à présent de 15 ans, elle a affiné son projet et souhaite désormais être neurochirurgienne. Si ce n'était qu'une question d'intelligence et de passion, elle n'aurait aucun problème à y arriver.

Mais la réalité est plus rude. Maria, comme tous les enfants réfugiés, demandeurs d'asile et migrants vivant à Trinité-et-Tobago, ne peut être inscrite dans le système scolaire national sans un permis délivré par le ministère de l'éducation.

Mais sans éducation, sa carrière médicale ne prendra jamais son envol. «L'éducation est très importante. Lorsque l'on a une éducation, on peut monter jusqu'au ciel», dit-elle.

Maria et sa famille ont quitté le Venezuela il y a trois ans lorsqu'il est devenu de plus en plus difficile de se procurer l'insuline dont elle a besoin pour traiter son diabète. Plus de 5 millions de Vénézuéliens ont fui à cause des pénuries généralisées de nourriture et de médicaments, et de l'insécurité.

L'État des îles jumelles de Trinité-et-Tobago, à quelques kilomètres seulement des côtes du Venezuela, [abrite un peu plus de 24 000 réfugiés et migrants vénézuéliens](#). Rapporté au nombre d'habitants, il s'agit de la communauté la plus importante de Vénézuéliens déplacés.

Maintenant installée dans la ville trinitienne de Chaguanas, Maria est revenue à son objectif de devenir neurochirurgienne. «Ma famille m'apporte un soutien sans faille, dit-elle. Ils continuent à me motiver tous les jours.»

Au début, elle s'est inscrite dans une école privée près de chez elle — ce qui n'a été possible que parce que sa mère avait trois emplois pour payer les frais de scolarité. «Elle a toujours su ce qu'elle voulait et s'est toujours efforcée d'être première de sa classe», déclare sa mère, Carmen*, qui enseignait la comptabilité au Venezuela mais travaille désormais dans une station-service et un commerce de proximité.

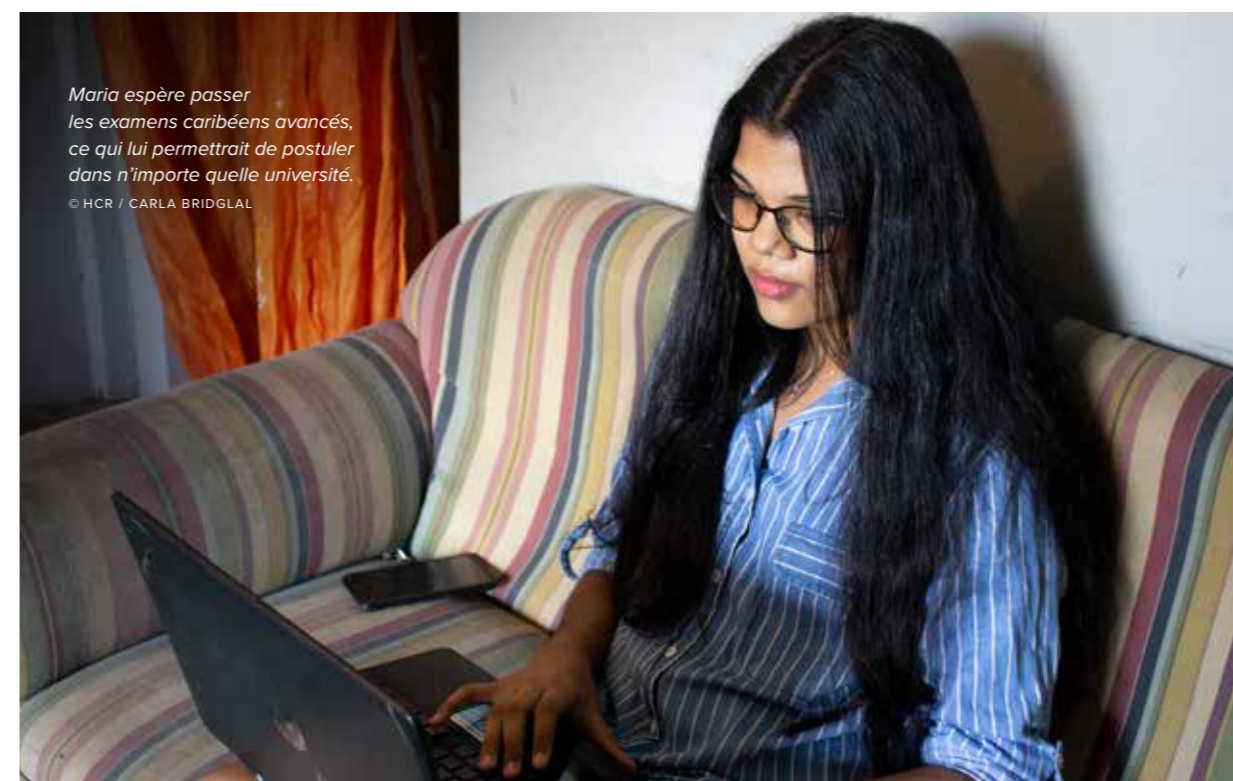
Passer de l'espagnol à l'anglais n'a pas posé de problème — Maria a réussi si vite à maîtriser cette nouvelle langue qu'elle a pu sauter une classe. Mais un an plus tard, l'école a fermé et Maria s'est de nouveau retrouvée bloquée, devenant l'une des 4400 enfants déplacés âgés de 5 à 17 ans qui n'ont pas accès à l'enseignement public à Trinité-et-Tobago.

«Elle a toujours su ce qu'elle voulait et s'est toujours efforcée d'être première de sa classe.»

Pour quelques-uns d'entre eux au moins, l'espoir est venu de [Equal Place](#), programme d'apprentissage mixte pour les enfants réfugiés et demandeurs d'asile lancé par le HCR, son partenaire local [Living Water Community](#), un ministère catholique, et l'UNICEF.

Equal Place, qui est opérationnel depuis septembre 2019, existe en anglais et en espagnol.

La version anglaise a tout d'abord été un mélange d'enseignement en personne et d'enseignement en ligne mais est ensuite devenue un enseignement exclusivement en ligne lorsque



toutes les écoles ont fermé en mars 2020. Les élèves suivent le rythme du programme caribéen régional afin d'intégrer l'enseignement officiel lorsque cela est possible. La version espagnole, uniquement en ligne, permet aux enfants de poursuivre leur éducation en suivant le programme vénézuélien ou colombien.

Aujourd'hui, un peu plus de 1300 enfants sont inscrits à Equal Place. «J'ai pensé que ce programme serait excellent pour Maria parce que ça lui permettrait de terminer ses études secondaires, et notamment d'obtenir tous les certificats accrédités dont elle aurait besoin», explique Carmen.

L'enseignement est dispensé au travers de plateformes d'e-learning téléchargées sur des tablettes données par le HCR, l'UNICEF, l'Ambassade des États-Unis à Trinité-et-Tobago et le département de la Protection civile et des opérations d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO).

Equal Place fonctionne avec le soutien du Réseau de solidarité entre le Venezuela et Trinité-et-Tobago, du Ministère de l'éducation, du Catholic Education Board of Management, de la Fondation panaméricaine de développement et du Archdiocesan Ministry for Migrants and Refugees.

Il a fallu s'habituer aux classes entièrement virtuelles. «C'est un changement radical, déclare Maria. J'aime vraiment parler et participer, si bien que ne pas avoir [mes camarades de classe] à qui parler est difficile.»

Elle s'est inscrite aux examens du certificat d'enseignement secondaire caribéen, qu'elle a passé cet été — l'occasion de faire officiellement reconnaître ses études. Après cela, elle espère passer l'examen caribéen de compétences avancées. Avec ces qualifications, elle pourrait postuler à l'université dans d'autres pays.

«Maria est l'une de nos meilleures élèves», déclare Ashford Tamby, agent d'éducation au sein de Living Water Community et l'un de ses tuteurs. «Elle n'a laissé aucune des difficultés ou des inconvénients de sa situation la retenir.»

**Les noms ont été changés pour des raisons de protection.*

CHAPITRE 6

ENTRETIEN AVEC STEFANIA GIANNINI

« On ne peut pas laisser l'éducation être la victime de cette crise. »

Stefania Giannini est Sous-Directrice générale de l'UNESCO pour l'éducation, et donc la fonctionnaire de plus haut rang des Nations Unies dans le domaine de l'éducation, depuis mai 2018. Elle discute des conséquences du Covid-19 et de la manière dont la création par l'UNESCO de la Coalition mondiale pour l'éducation a aidé le monde à fournir un meilleur soutien aux personnes déracinées et autres communautés vulnérables.

Comment l'éducation dans le monde a-t-elle été affectée par la pandémie ?

La pandémie a provoqué la plus grave perturbation de l'éducation depuis la Seconde Guerre mondiale. Dès le début, l'UNESCO a [établi un relevé des fermetures d'école](#) à mesure qu'elles s'étendaient dans le monde entier. Plus de 180 pays et 90% de la population scolaire de la planète ont été touchés — soit près de 1,5 milliard d'élèves.

Ces fermetures ont également montré que les écoles sont bien plus que de simples lieux d'apprentissage scolaire, en particulier pour

les plus vulnérables. Ils fournissent une protection, un accès aux services élémentaires, un sentiment d'espoir et de possibilités à saisir. À cet égard, la crise a renforcé la nécessité d'une approche plus holistique de l'éducation, englobant la santé, la nutrition et le soutien socio-émotionnel.

Qu'avons-nous appris des actions menées pour faire face à la pandémie ?

La pandémie a eu un effet positif dans la mesure où elle a accéléré les efforts déployés pour repenser la coordination globale dans l'éducation, afin d'améliorer la mise en œuvre au niveau des pays. Cela signifie plus de coopération entre

Stefania Giannini,
Sous-Directrice générale
de l'UNESCO
pour l'éducation.
© UNESCO



les différentes organisations qui travaillent dans la même région et une mobilisation en vue de l'obtention d'un engagement financier et politique plus important. Les coupes dans les budgets nationaux de l'éducation et de l'aide internationale auront des conséquences dramatiques. On ne peut pas laisser l'éducation être la victime de cette crise — cela pourrait compromettre tous les progrès accomplis, en particulier pour les jeunes filles, avec des répercussions pour les personnes et les pays qui s'étendent sur plusieurs générations.

Vous mentionnez la coopération. Comment s'est-elle développée pendant la pandémie ?

Dès le début, nous avons tiré la sonnette d'alarme et expliqué qu'il fallait s'attaquer à l'aggravation des inégalités éducatives — ou pire, de l'exclusion — par une coopération plus souple et

des partenariats innovants. À cette fin, l'UNESCO a lancé la [Coalition mondiale pour l'éducation](#) en mars 2020, alliance de 175 partenaires publics, privés, multilatéraux, à but non lucratif et de la société civile (y compris le HCR) pour aider les pays à trouver des moyens de réduire les perturbations de l'éducation et assurer une certaine continuité par différentes méthodes ne faisant pas appel à la technologie (no-tech), ou ayant recours à peu (low-tech) ou beaucoup (hi-tech) de technologie, en accordant la priorité aux plus défavorisés.

Ailleurs, nous avons travaillé avec [Education Cannot Wait](#), le fonds mondial qui vise à faire de l'éducation une priorité humanitaire dans les pays touchés par une crise comme la République démocratique du Congo, en adaptant le programme de l'enseignement primaire à

« Plus de 180 pays et 90% de la population scolaire de la planète ont été touchés — soit près de 1,5 milliard d'élèves. »

des leçons transmises par la radio. Au Cameroun, nous avons contribué au développement d'une plateforme d'apprentissage numérique nationale accessible dans les régions en proie à une crise. Et nous avons fait campagne avec le HCR pour améliorer les possibilités d'apprentissage pour les réfugiés pendant et après la pandémie.

L'engagement pris par l'UNESCO lors du Forum mondial sur les réfugiés de 2019 — sur la mise en œuvre du Pacte mondial sur les réfugiés — met l'accent sur le renforcement des systèmes éducatifs. Comment y parvenir ?

L'un des principaux défis réside dans l'inclusion des réfugiés dans les systèmes éducatifs nationaux. Nous aidons les ministères de l'éducation de plusieurs pays — je pense à l'Éthiopie, à la Jordanie et au Mali, par exemple — à renforcer leurs lois, leurs politiques et leur planification afin qu'elles répondent aux besoins des élèves déplacés et marginalisés — et de leurs enseignants.

Nous répertorions aussi les pratiques, les outils et les politiques qui favorisent l'inclusion, soulignant à quel point il est important de faire intervenir à la fois les acteurs humanitaires et ceux du développement. Plus le contexte est fragile, plus les systèmes éducatifs doivent être résilients.

Et une grande partie de l'inclusion consiste à amener les pays à reconnaître les qualifications antérieures des réfugiés...

Oui, et c'était là un autre de nos engagements pris lors du Forum mondial sur les réfugiés. Nous avons collaboré avec le HCR pour tester le Passeport des qualifications pour les réfugiés et les migrants vulnérables de l'UNESCO en Zambie et en Irak. Nous sommes profondément convaincus que ces populations peuvent apporter des contributions très précieuses mais que trop souvent, leurs qualifications antérieures ne sont

pas reconnues. Ou alors, les réfugiés n'ont pas les documents nécessaires pour apporter la preuve du bagage éducatif qu'ils possèdent. Le passeport atteste du niveau d'éducation, de l'expérience professionnelle et de la maîtrise de la langue de leurs détenteurs, fournissant ainsi des informations fiables et crédibles qui leur permettent de postuler à des emplois ou d'être admis à poursuivre leurs études ou suivre d'autres cours.

« Plus le contexte est fragile, plus les systèmes éducatifs doivent être résilients. »

Comment pouvez-vous mesurer l'efficacité des efforts de la Coalition ?

Bonne question, parce que l'un des problèmes majeurs est le manque de données fiables et d'actualité. Le caractère imprévisible et souvent prolongé du déplacement et la difficulté d'identifier avec précision les populations déplacées rendent complexe la collecte de données. Les systèmes nationaux d'information sur la gestion de l'éducation manquent souvent d'indicateurs clés relatifs aux crises. Le problème est aggravé lorsqu'il n'y a pas de concertation entre la planification humanitaire et celle du développement.

Avec Norcap [la section du déploiement d'experts du Conseil norvégien pour les réfugiés] et avec l'appui d'Education Cannot Wait et Sida [Agence suédoise de coopération internationale pour le développement], nous avons effectué des études de cas dans six pays — Éthiopie, Ouganda, Palestine, Soudan du Sud, Syrie et Tchad — pour identifier les lacunes et améliorer la collecte et l'utilisation des données en vue de la préparation et de la réaction aux crises. Mais le problème se pose toujours. ►

Pendant presque toute la dernière année scolaire, l'école de Rachel, dans le camp de réfugiés de Dzaleka, au Malawi, a été fermée à cause du Covid-19. Par conséquent, Rachel et beaucoup de ses camarades ont échoué à l'examen final du lycée. En attendant la possibilité de le repasser, elle a décidé de suivre un cours d'initiation à l'informatique proposé par le HCR et le Service jésuite des réfugiés, acquérant des compétences vitales qui l'aideront à être partie prenante du monde numérique d'aujourd'hui, quel que soit le résultat de ses examens.

© HCR / ANTOINE TARDY

Coup de projecteur sur les partenariats

Des partenariats efficaces avec tout un éventail de parties prenantes sont essentiels pour le travail du HCR en matière d'éducation des réfugiés, comme il apparaît dans la stratégie Refugee Education 2030 et le Pacte mondial sur les réfugiés. À l'heure où nous devons relever les défis posés par la pandémie de Covid-19, seuls les efforts combinés de la communauté internationale nous permettront d'éviter que les acquis obtenus à ce jour dans le domaine de l'éducation des réfugiés ne soient perdus.

Le HCR se félicite des discussions menées à l'échelle mondiale pour préserver l'éducation dans le monde entier et demande à tous les partenaires d'inclure les populations réfugiées dans ces débats, ainsi que dans la planification, l'établissement des budgets et la mobilisation des ressources qui suivent, en particulier lorsqu'elles ne sont pas encore intégrées aux systèmes nationaux.

- **Le Groupe de travail sur l'éducation secondaire¹**, dirigé par le HCR, est composé de 16 partenaires, dont des ONG internationales, des États et des donateurs. Créé en 2020, il a pour objectif que tous les jeunes victimes d'une crise aient un accès équitable à une éducation secondaire de qualité, inclusive et adaptée à leur situation, qu'ils puissent suivre intégralement dans la sécurité.
- **Blueprint de l'UNICEF**: Début 2020, le HCR et l'UNICEF ont élaboré un ambitieux Blueprint for Joint Action — engagement à accélérer les efforts conjoints conformément au [Pacte mondial sur les réfugiés](#) afin de promouvoir et de protéger les droits des enfants réfugiés et des communautés qui les accueillent. Axée sur l'éducation, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, et la protection de l'enfant, et mise en œuvre au départ dans dix pays, cette initiative s'est traduite par une accélération des efforts visant à promouvoir l'inclusion des réfugiés dans les plans, les budgets, les bases de données et les systèmes de services nationaux.
- **Education Cannot Wait** : ECW, qui dispose d'un siège au sein du Comité exécutif et du Comité directeur de haut niveau du HCR, a fait des progrès considérables concernant l'extension de l'accès des enfants forcés de fuir à une éducation de qualité. En 2020, il a lancé une campagne de 19,5 millions de dollars pour que les enfants réfugiés ne soient pas laissés pour compte dans les réponses mises en œuvre face au Covid-19.

- **Partenariat mondial pour l'éducation** : Cette plateforme joue un rôle crucial de chef de file dans l'apport d'une aide aux systèmes d'éducation nationaux, notamment en obtenant l'accès des élèves réfugiés à l'école et en contribuant à l'instauration de systèmes éducatifs résilients et inclusifs. Le HCR et l'UNICEF partagent un siège au conseil d'administration du Partenariat mondial pour l'éducation, amplifiant ainsi notre travail mondial de plaidoyer et notre appui au Pacte mondial sur les réfugiés.
- **Coalition mondiale pour l'éducation** : La Coalition mondiale pour l'éducation, alliance de 175 partenaires publics, privés, multilatéraux, à but non lucratif et de la société civile créée par l'UNESCO, a été formée pour protéger les droits des jeunes et des adolescents à l'éducation pendant les perturbations dues au Covid-19 et après. Le HCR en est un membre actif.
- **La Commission sur l'éducation – Forum mondial sur l'éducation** : Le HCR a travaillé avec la Commission sur l'éducation depuis sa création en 2019 sous la direction de Gordon Brown, ancien premier ministre du Royaume-Uni. Nous saluons la publication par le Forum du Livre blanc intitulé « Sauvons notre avenir », ainsi que son engagement à améliorer le financement de l'éducation, l'acquisition de compétences de base de qualité et l'accès à un enseignement connecté.
- **G7** : Le HCR salue la présidence britannique du G7 et se félicite des efforts déployés par le groupe pour renforcer les actions visant à atteindre les nouveaux objectifs de l'ODD 4, entérinés par le G7. Il ne sera pas possible d'atteindre ces objectifs ambitieux — garantir que 40 millions de filles supplémentaires seront scolarisées et améliorer la qualité de l'apprentissage pour 20 millions de plus d'ici à 2026 — si nous ne faisons pas davantage pour éduquer les filles victimes d'un conflit ou d'une crise. Seules 27% des jeunes filles réfugiées ont accès à l'éducation secondaire, et la pandémie se traduira probablement par une augmentation du nombre d'abandons de leur scolarité par les filles. Le HCR demande au G7 d'inclure au moins un mécanisme de suivi du déplacement dans son cadre de suivi, et de veiller à ce que toutes les approches visant à améliorer l'accès à l'éducation et sa qualité soient adaptées de manière à inclure les populations réfugiées.

¹ HCR, Education Cannot Wait, Finn Church Aid, Malala Fund, Plan International, UNESCO, UNICEF, Windle International, NRC, JRS, Save the Children, INEE, Refugee Education Trust, War Child Canada, GiZ, Affaires mondiales Canada.



Komor Uddin, réfugié rohingya et professeur auxiliaire dans le Centre d'apprentissage de Kutupalong, aide un élève et un parent chez eux en décembre 2020, après la fermeture de toutes les écoles au Bangladesh à cause des restrictions dues à la pandémie. Les enseignants bénévoles ont joué un rôle crucial en continuant à aider les enfants rohingya à étudier pendant la pandémie, y compris en faisant appel aux parents et aux personnes chargées de s'occuper d'eux pour qu'ils les aident et en fournissant des manuels scolaires et des supports visuels.

© HCR / HASIB ZUBERI

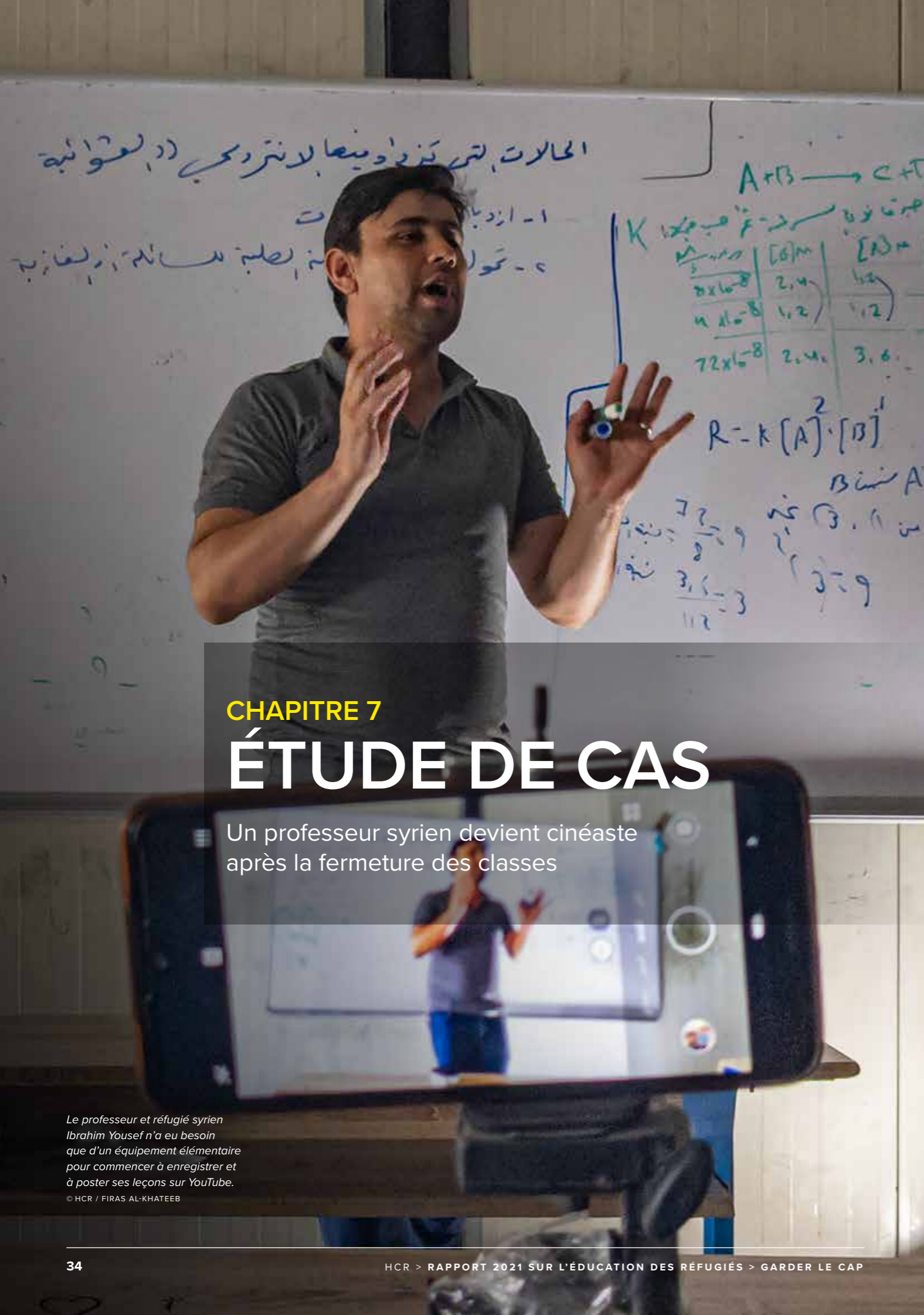
► Enfin, beaucoup d'écoles, de gouvernements et autres instances éducatives sont passés à une forme ou une autre d'apprentissage numérique pendant la pandémie. Est-ce que c'est l'avenir ?

L'apprentissage numérique peut être d'une grande aide lors d'une crise mais le manque de connectivité et d'accès aux dispositifs restent des obstacles majeurs. On a assisté à un basculement mondial vers l'apprentissage à distance mais ce phénomène a également mis en évidence la fracture numérique qui s'est avérée un facteur déterminant d'exclusion de l'éducation pour les personnes qui n'avaient pas accès à Internet.

Les modèles d'enseignement hybride qui combinent l'enseignement avec présence physique et ressources concrètes et l'enseignement et les ressources numériques sont

devenus une partie du paysage éducatif par nécessité et vont perdurer. Mais renforcer la résilience aux chocs tels que la pandémie implique de prévoir des investissements pour garantir que les jeunes réfugiés soient inclus dans les dispositifs numériques et bénéficient de l'expansion de ces initiatives.

Il est vital que l'apprentissage numérique complète et renforce les systèmes nationaux, et améliore l'apprentissage dans la classe, environnement qui présente de nombreux avantages pour les élèves, notamment la socialisation. C'est pourquoi l'UNESCO, ainsi que le groupe philanthropique Dubai Cares (avec le HCR dans le comité consultatif), dirige le travail visant à rédiger une Déclaration internationale sur la connectivité qui énoncera les recommandations essentielles permettant de faire de la technologie une force d'inclusion.



CHAPITRE 7

ÉTUDE DE CAS

Un professeur syrien devient cinéaste après la fermeture des classes

Le professeur et réfugié syrien Ibrahim Yousef n'a eu besoin que d'un équipement élémentaire pour commencer à enregistrer et à poster ses leçons sur YouTube.

© HCR / FIRAS AL-KHATEEB

Avec uniquement le strict nécessaire, Ibrahim Yousef a trouvé un public restreint mais fidèle pour ses cours

« Lorsque j'ai enregistré mes premières leçons sur YouTube, c'était très étrange de me tenir devant une salle de classe vide en train de faire un cours », déclare Ibrahim Yousef, se rappelant le moment où il est passé à l'enseignement en ligne.

Tout ce qu'il avait, c'était un téléphone mobile, une estrade et un tableau blanc — et quelques étudiants bloqués chez eux ayant un besoin urgent d'une leçon de chimie.

C'était en février 2020, lorsque la pandémie de Covid-19 a conduit à la fermeture des écoles en Irak, y compris de l'école secondaire du camp de réfugiés de Kawergosk, juste à l'ouest d'Erbil, dans le nord du Kurdistan irakien.

Ibrahim, le directeur adjoint de l'école, enseigne aussi aux élèves de douzième année. « Je ressens de l'empathie pour eux », déclare Ibrahim, lui-même réfugié syrien. « Je comprends leurs problèmes et leurs difficultés. »

Alors, lorsque les classes ont fermé, Ibrahim a commencé à réfléchir à la manière dont il pourrait continuer à aider ses élèves réfugiés. Peu après, sa chaîne YouTube, « [Teacher Ibrahim Yousef](#) », était née. Très à l'aise devant la caméra, il utilise ses films pour enseigner le programme et revenir point par point sur les questions des tests.

« C'est difficile de tout comprendre lorsque l'on étudie seul », déclare Yafa Khalid, réfugié qui suit les leçons d'Ibrahim sur son téléphone mobile. « On a besoin d'un professeur pour nous expliquer la matière ».

Les commentaires postés sous ses vidéos sont très élogieux. « Cher professeur, vous expliquez tellement bien », écrit un élève. Je ne sais pas si vous savez vraiment tout le bénéfice que nous retirons de vos cours, en particulier dans les circonstances actuelles où les écoles sont fermées à cause du Covid-19 et où les élèves ont du mal à tout comprendre par eux-mêmes. Vous êtes un don du ciel, en particulier pour les réfugiés, je vous remercie du fond du cœur. »

« C'est difficile de tout comprendre lorsque l'on étudie seul — on a besoin d'un professeur pour nous expliquer la matière. »

Ibrahim est originaire d'un petit village du district d'Al-Hasakeh, dans le nord-est de la Syrie. Avant la guerre, sa famille — sept garçons et quatre filles — vivait confortablement grâce au commerce de son père, qui vendait du blé, de la farine, du bois et d'autres matériaux.

Mais un grave accident de voiture l'a obligé à arrêter de travailler. Ibrahim et ses frères et sœurs ont alors dû subvenir aux besoins de la famille.

« Un accident, et nous sommes instantanément devenus pauvres », dit-il.

Trois de ses frères ont complètement arrêté l'école, tandis qu'Ibrahim a travaillé pendant les vacances d'été. Il a trouvé divers emplois : travailleur journalier, peintre et décorateur, vendeur de snacks dans un kiosque et assistant dans une clinique vétérinaire.

Mais il est toujours retourné en cours lorsque l'année scolaire recommençait, motivé par un enseignant de l'école élémentaire qui lui a dit un jour qu'il pourrait avoir un bel avenir s'il finissait ses études.

En août 2014, l'aggravation de la crise syrienne l'a contraint à fuir avec des millions d'autres. « Lorsque vous êtes constamment terrorisé et que la peur s'installe dans votre esprit... alors, vous vous dites que vous ne pouvez pas rester et que vous devez partir », explique Ibrahim. Il a gagné le nord de l'Irak et a vite trouvé un emploi de professeur.

Si Ibrahim n'a peut-être pas un statut d'influenceur à part entière, ses leçons remportent un franc succès auprès de ses élèves. Il est toujours en ligne, répondant à des questions sur WhatsApp et Viber. Il fait également partie de plusieurs groupes Facebook consacrés aux études de chimie, et il reçoit même des questions de Tunisie et d'Algérie.

« Les élèves étudient parfois à des heures bizarres quand les examens approchent, et des fois, ils restent debout toute la nuit, déclare-t-il. Lorsque c'est le moment des examens, j'essaie de leur répondre immédiatement si je suis réveillé. Donc, en général, je ne dors pas beaucoup! »

Même lorsque les écoles ont commencé à rouvrir au début de l'année, Ibrahim a continué à poster ses leçons à titre d'aide à la révision. Il envisage de reprendre une fois que la nouvelle année scolaire aura commencé parce que les élèves lui ont dit à quel point ils trouvaient ses cours en ligne utiles pour réviser.

« J'ai toujours le cœur qui bat le jour du résultat des examens du lycée, je regarde les résultats de chaque élève, dit-il. C'est comme s'ils étaient mes enfants, ou mes frères et sœurs, et je suis vraiment heureux lorsqu'ils obtiennent de bonnes notes. »

Ce sentiment est réciproque. « Merci beaucoup pour tout ce que vous faites pour nous », commente un autre élève sous l'une des vidéos. « J'avais un problème avec la chimie, mais grâce à vous, je trouve maintenant que c'est simple. »



Video

Voyez comment Ibrahim s'est transformé en YouTuber pour combattre la pandémie.

Nour* étudie dans l'un des dix centres d'apprentissage connectés dans le camp réfugiés de Zaatari, en Jordanie.

© HCR

CHAPITRE 8

COUP DE PROJECTEUR SUR L'APPRENTISSAGE CONNECTÉ

Trouver des réponses au confinement ayant recours à peu de technologie

Pas d'école ? Pas d'Internet ? Une plateforme d'apprentissage s'est avérée une réponse efficace pour les communautés déracinées, même en l'absence d'accès aux dernières technologies.

Les fermetures d'écoles contraignant les enseignants, les élèves et les parents à rechercher de nouvelles méthodes d'apprentissage, ces 18 derniers mois ont posé des défis sans précédent.

Les écoles du monde entier, y compris la majorité de celles des pays à faible revenu, se sont tournées vers les plateformes en ligne, bien que le fossé technologique entre les régions riches et les plus pauvres soit manifeste.

Mais ce grand saut vers les cours en ligne a lui aussi posé des problèmes : une dépendance accrue à Internet, des difficultés à trouver le bon matériel pour pouvoir étudier efficacement, et le caractère limité de l'aide directe fournie par les enseignants.

[Kolibri, «écosystème éducatif» open source gratuit](#) mis au point par l'organisation à but non lucratif Learning Equality, a pour but de contourner ces problèmes. Il est notamment utile pour les élèves qui ont peu, voire pas d'accès régulier à Internet — et pour les jeunes réfugiés, c'est devenu l'une des plateformes éducatives qui connaît la plus forte expansion de ces 18 derniers mois.

La plateforme alimente un serveur, téléchargeant du contenu dessus lorsqu'une connexion Internet est disponible. Après cette étape, d'autres appareils connectés au même réseau local — fonctionnant comme un « mini-internet » — peuvent aussi avoir accès à la plateforme d'apprentissage.

Kolibri est également conçu de manière à fonctionner sur le plus grand nombre d'appareils et de systèmes opérationnels possibles, ce qui signifie que les élèves n'ont pas besoin d'avoir le téléphone ou la tablette dernier cri (qui sont aussi les plus chers) mais peuvent utiliser des appareils « anciens » qui peuvent avoir plusieurs années.

Autre avantage crucial : Kolibri, qui utilise plus de 125 000 ressources éducatives ouvertes — à la fois académiques et connexes pour encourager l'exploration de nouvelles pistes —, peut être adapté aux programmes nationaux. Les enseignants peuvent adapter le contenu à leurs besoins spécifiques et la plateforme leur permet aussi de suivre le travail des élèves et de faire des commentaires.

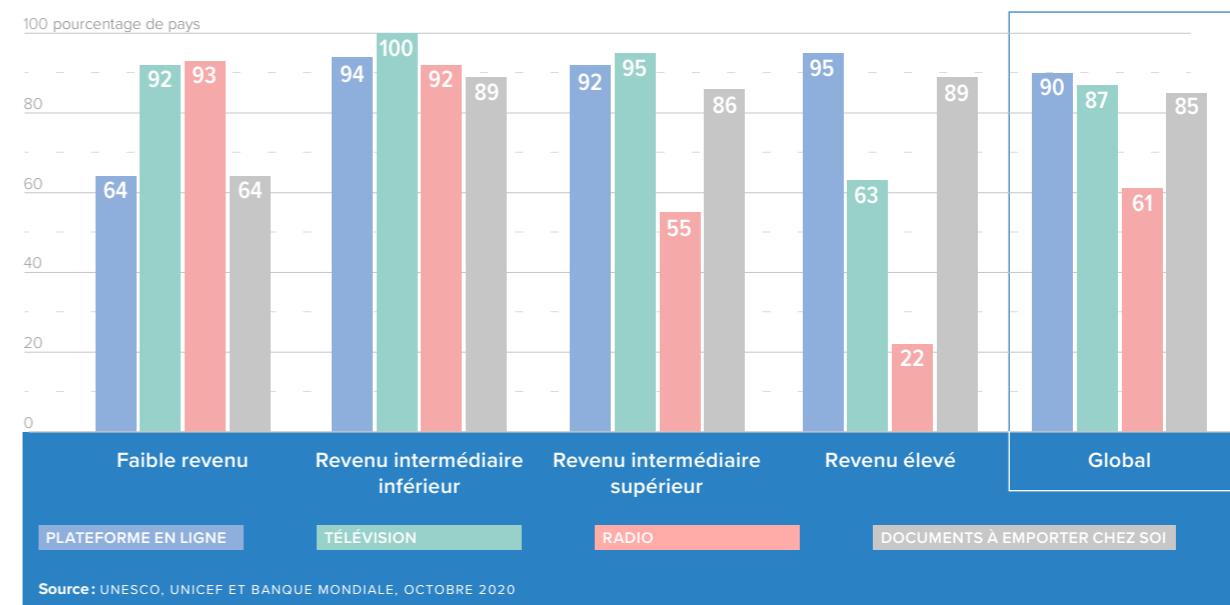
Le camp de réfugiés de Zaatari, en Jordanie, est l'un des endroits où Kolibri a été utilisé efficacement lorsque la pandémie a frappé. Nour* est un élève du secondaire qui a pu avoir accès à l'un des dix pôles d'apprentissage connecté établis dans toute la Jordanie avant la pandémie grâce au HCR et au programme Learning Equality financé par Google.org, branche caritative de Google.

« Kolibri s'est toujours attaché à apporter un complément à l'apprentissage en classe... au lieu de le remplacer. C'est une distinction importante. »

Conçus à l'origine pour le soutien scolaire après les cours, les pôles — comme près de 4 000 écoles primaires et secondaires dans tout le pays — ont été fermés une fois que l'ampleur de la crise du Covid-19 est devenue claire. « Les classes étant virtuelles et l'enseignement étant désormais dispensé en ligne, il n'est pas toujours facile de poser des questions au professeur sur les choses que je n'ai pas comprises dans la leçon », déclare Nour, 14 ans.

Pour aider les élèves à utiliser les ressources installées sur Kolibri depuis chez eux,

Modalités d'apprentissage à distance | par groupe de revenu



les organisations partenaires qui sont derrière la plateforme ont mis les serveurs en ligne et fourni des paquets de données aux élèves réfugiés pour qu'ils puissent découvrir la nouvelle réalité de l'enseignement à domicile.

« Avec Kolibri, j'ai pu trouver plus d'explications sur mes leçons, et de manière simple », ajoute Nour.

Sultan Al-Halaqi, animateur assistant du pôle, a déclaré que Kolibri lui avait permis à lui et à ses collègues de continuer à fournir plus de ressources aux élèves, en particulier en anglais et en sciences. « Les élèves ont pu trouver de l'aide, quel que soit leur niveau », a-t-il précisé.

« En Jordanie, ce qui a permis d'utiliser Kolibri si efficacement, c'est que les partenaires — le ministère de l'éducation, le HCR, Learning Equality et Madrasati — travaillaient déjà à adapter les ressources d'apprentissage numérique au programme national », explique Tala Sweis, de Madrasati, initiative dirigée par la reine Rania de Jordanie pour améliorer l'enseignement dans les écoles publiques fréquentées par les enfants les plus vulnérables. « Kolibri a fourni une offre numérique efficace pendant le Covid-19, en particulier aux élèves qui n'avaient pas accès à un enseignement de qualité. »

Le HCR et Learning Equality ont travaillé jusqu'ici avec les ministères de l'éducation et des experts de cinq pays (Ghana, Honduras, Chili et Kenya, en plus de la Jordanie) afin de mettre en œuvre la même politique d'alignement du contenu de Kolibri sur les programmes nationaux.

Mais même les défenseurs de l'éducation connectée disent que celle-ci n'a pas vocation à remplacer l'apprentissage à l'école.

« S'il est une chose que nous a appris le Covid-19, c'est qu'il faut plus d'investissements dans l'éducation connectée dans le monde entier », a déclaré Jamie Alexandre, co-fondateur et directeur exécutif de Learning Equality. « Mais il convient de réfléchir soigneusement à la manière dont le contenu numérique est utilisé pour parvenir à des résultats équitables en matière d'apprentissage. »

« Kolibri s'est toujours attaché à apporter un complément à l'apprentissage en classe, avec des outils pouvant aider les professeurs, au lieu de le remplacer. C'est une distinction importante. »

* Le nom a été changé pour des raisons de protection.

Tadjadine, 30 ans (à gauche),
Djawahir, 24 ans (à droite) et
leurs trois enfants, Hamoudi, Hafsa et
Houssni, devant leur maison
de Kounoungou, dans l'est du Tchad.
© HCR / ANTOINE TARDY



CHAPITRE 9

ÉTUDE DE CAS

Un couple darfourien place l'éducation
au cœur de la vie familiale

Des années de perturbations, de retards et de démarrages tardifs n'ont pas empêché une famille de jeunes réfugiés de l'est du Tchad de faire de l'école une priorité.

Un tableau noir est appuyé contre le mur à l'extérieur de la maison de deux pièces de Djawahir et Tadjadine — symbole de l'importance que ce couple de jeunes réfugiés soudanais accorde à l'éducation.

Ces 11 dernières années, Tadjadine a enseigné à l'école primaire du camp de réfugiés de Kounoungou, dans l'est du Tchad. Son épouse, Djawahir, suit les cours de l'école secondaire, juste à côté, et elle est en dernière année.

« L'éducation est essentielle pour l'humanité dans le monde entier. Et c'est encore plus vrai pour nous ici, déclare Tadjadine. Mon père a été tué pendant la guerre du Darfour et je suis l'aîné de notre famille ; j'ai donc dû subvenir aux besoins de ma mère et de mes six frères et sœurs. »

Lorsque les violences ont éclaté au Darfour, dans l'ouest du Soudan, il y a 20 ans, des centaines de milliers de personnes ont fui. Parmi elles se trouvait la famille de Tadjadine, qui était alors âgé de 14 ans et étudiait dans le primaire, et celle de Djawahir, qui n'avait alors que 7 ans. Tous deux sont arrivés à Kounoungou en 2004.

Au cours des cinq années suivantes, Tadjadine a poursuivi ses études dans le camp avec opiniâtreté. Mais à la fin de l'école primaire, il s'est heurté à un problème : si les écoles de réfugiés de l'est du Tchad sont désormais intégrées au système d'éducation national, ce n'était pas le cas en 2009, si bien qu'il n'a pas pu passer l'examen final qui lui aurait permis d'accéder au secondaire.

Âgé de 19 ans, il a effectué le coûteux et dangereux voyage de retour au Soudan pour passer l'examen du Certificat d'éducation élémentaire de son pays d'origine. Ses résultats ont été les meilleurs de tout le district.

« Le voyage n'était pas sûr, reconnaît-il, mais je l'ai fait parce qu'il n'y avait pas d'autre moyen. » (Si son examen était tombé quelques années plus tard, ce voyage aurait été inutile car à partir de l'année scolaire 2014-2015, le programme tchadien a été intégré à toutes les écoles fréquentées par des réfugiés.)

Lorsqu'il est rentré, il a commencé à étudier dans le secondaire — obtenant finalement le baccalauréat tchadien en juillet 2019 — et à avoir un revenu en enseignant dans son ancienne école primaire. Entretemps, il a rencontré Djawahir, qui en 2010 avait réussi à s'inscrire à l'école pour la première fois. Ils se sont mariés en 2014.

Bien qu'ils aient commencé à fonder une famille peu après, Djawahir a pu poursuivre ses études en tant que jeune mère grâce à la crèche de l'école, à Kounoungou. Construite par le HCR et le Service jésuite des réfugiés, une organisation internationale catholique, la crèche s'occupe des enfants des professeurs et des élèves. Tous les matins, Djawahir peut laisser son plus jeune enfant, Houssni, âgé de 1 an, tandis que son frère et sa sœur vont à l'école primaire et à la maternelle.



Djawahir et les autres jeunes mères peuvent confier leur bébé à la crèche avant d'aller à l'école, mais de nombreuses crèches sont en mauvais état et manquent de matériel de base.

© HCR / ANTOINE TARDY

► « C'est l'ignorance qui a conduit à la guerre du Darfour, explique Djawahir. Nous devons étudier pour ne pas reproduire les erreurs du passé. »

Les crèches sont un service vital. Dans tout le Tchad, des milliers de filles arrêtent l'école à cause d'un mariage précoce ou d'une grossesse. Mais l'impact de l'éducation sur la vie des filles est indéniablement positif: [d'après une étude de la Banque mondiale](#), chaque année d'école supplémentaire pour une fille peut augmenter d'environ 12% ses rentrées financières futures.

Il y a des crèches dans 12 camps de l'est du Tchad, qui aident environ 320 mères à continuer leur éducation et permettent à 30 autres de poursuivre leur carrière d'enseignante. Mais à cause de ressources financières insuffisantes, elles sont souvent rudimentaires et ont un besoin criant de personnel et de fournitures de base: depuis le lait jusqu'aux nattes, en passant par les couches, les jouets et les articles d'hygiène. Beaucoup ont également besoin de réparations, voire d'être reconstruites.

« C'est l'ignorance qui a conduit à la guerre du Darfour. Nous devons étudier pour ne pas reproduire les erreurs du passé. »

Mais si la réussite éducative de Djawahir et Tadjadine est encourageante, elle est rare. Dans le camp de Kounoungou, il y a un lycée, un collège, trois écoles primaires et quatre maternelles. Seuls 6% des jeunes en âge d'être scolarisés dans le secondaire sont inscrits à l'école, et 1,5% seulement dans l'enseignement supérieur¹⁷.

[D'après les données de l'UNESCO](#), les enfants du Tchad ne passent en moyenne que 7,3 années à l'école (et moins de six ans pour les filles). Les problèmes liés à la pauvreté — aggravés par la pandémie de Covid-19 — forcent de nombreux enfants et jeunes en âge d'être scolarisés dans le secondaire à chercher du travail au lieu d'aller à l'école.

Pour ceux qui parviennent à achever leurs études secondaires, l'accès à l'enseignement supérieur est un défi encore plus grand. Il y a peu de cours disponibles, les coûts sont prohibitifs et les bourses difficiles à obtenir. « J'espère encore beaucoup aller à l'université mais j'ai déjà 30 ans, alors il n'y a pas de temps à perdre », déclare Tadjadine.

Outre son travail d'enseignement — il a 51 élèves dans sa classe, avec un large éventail d'âges et de niveaux — et l'aide qu'il apporte à sa famille dans leurs études, Tadjadine utilise le peu de temps libre qui lui reste pour apprendre le français (en plus du four, sa langue natale, et de l'arabe), afin d'améliorer ses chances de pouvoir accéder à l'enseignement supérieur. Lorsque les écoles étaient fermées à cause du Covid-19, il a aussi organisé des cours de soutien pour les enfants dans sa cour.

« Nous faisons du bon travail ensemble en tant que famille », déclare Tadjadine avec un large sourire. « Djawahir et moi-même travaillons main dans la main pour apporter le meilleur à notre famille et à notre communauté, malgré tous les défis que nous devons relever. »

¹⁷ Système d'information sur la gestion de l'éducation du HCR (SIGE), mars 2021



John Green, sympathisant du HCR, avec les enfants d'une famille de réfugiés syriens en Jordanie, 2016.
© HCR / JORDI MATAS

LE MOT DE LA FIN

par John Green

Sans éducation, les jeunes réfugiés verront leur avenir s'envoler.

John Green, auteur, blogueur et sympathisant du HCR, explique pourquoi les enfants déplacés méritent le même traitement que tous les enfants — y compris concernant le droit à l'éducation.

Quelques années ont passé depuis que j'ai rencontré pour la première fois certains des millions de réfugiés syriens qui ont été contraints de fuir l'effroyable violence qui faisait rage dans leur pays d'origine. Dans des camps de réfugiés en Jordanie, j'ai parlé à plusieurs jeunes dont la vie avait été bouleversée par la violence — qui avaient vu des amis et des membres de leur famille tués ou blessés, qui avaient été forcés de s'enfuir de chez eux sans savoir si et quand ils pourraient y retourner.

Il est terrible de penser que beaucoup de ces enfants sont toujours des réfugiés alors que la crise syrienne — et la catastrophe humanitaire

qui l'a accompagnée — est à présent dans sa onzième année.

Presque tous les enfants que j'ai rencontrés m'ont dit que leur priorité numéro un était de retourner à l'école. À l'aide d'un interprète, une fillette de 10 ans qui s'appelle Aida m'a dit : « Je veux juste apprendre. »

Mais la terrible réalité est que les possibilités éducatives offertes aux enfants réfugiés dans le monde sont absolument inadéquates. Et avec chaque année d'école manquée, les enfants prennent du retard et voient leur futur s'éroder peu à peu.

« Mais la terrible réalité est que les possibilités éducatives offertes aux enfants réfugiés dans le monde sont absolument inadéquates. »

De nombreux enfants n'ont pas d'école où aller et lorsqu'il existe des écoles, les systèmes éducatifs pour les réfugiés sont fortement sous-financés et surchargés. Même lorsque les écoles fonctionnent avec un système de journées doubles pour qu'un nombre plus grand d'enfants puissent suivre les cours, il est courant qu'une classe compte plus de 100 élèves par enseignant.

Mais le fait que le système éducatif soit insuffisant n'est qu'un problème parmi de nombreux autres. À mesure que les enfants réfugiés avancent en âge, juste au moment où ils devraient prendre leur envol en tant qu'apprenants, ils se heurtent à des pressions économiques intenses les poussant à subvenir aux besoins de leur famille en trouvant un travail ou en accomplissant les tâches domestiques.

Être privé d'éducation est déshumanisant. Imaginez l'effet que peut avoir sur votre estime de soi le fait d'être jugé indigne d'une place dans la classe, ou d'avoir le sentiment que le monde n'a pas pensé que le droit à l'éducation s'appliquait à vous parce que vous ne comptiez pas.

À la base, tous les jeunes réfugiés veulent être traités de la même manière que les jeunes du monde entier — pas comme des personnes dont on a peur ou pitié, ni comme une statistique, un problème ou des personnes qui d'une manière ou d'une autre sont « inférieures » aux autres jeunes de leur âge, mais comme des personnes pleinement et diversement humaines.

John Green est un sympathisant du HCR, l'agence des Nations Unies chargée de la protection des réfugiés, depuis 2015. Il a attiré l'attention sur la crise mondiale des réfugiés via ses plateformes populaires sur les réseaux sociaux, et a soutenu les campagnes majeures du HCR, notamment [#Aveclesréfugiés](#) et la Journée mondiale des réfugiés.

On qualifie souvent les jeunes réfugiés de « génération perdue » mais en fait, ils ne sont pas perdus. Nous savons où ils se trouvent et ce dont ils ont besoin : d'écoles, de professeurs, de manuels scolaires, d'équipements et de technologie, et d'attention. Ils ne sont pas perdus. Ils attendent que le monde reconnaisse leur humanité et leur droit à l'éducation.

Nous ne pouvons pas régler cette crise à moindre coût. La technologie peut être un outil important — et pendant la pandémie, elle a été cruciale en permettant la poursuite de l'apprentissage — mais elle ne doit jamais remplacer l'environnement de la classe pour la socialisation et l'apprentissage, ni les compétences, la formation et l'expérience précieuse d'un enseignant.

Nous devons investir dans les jeunes en tant qu'entité collective et non pas exclure plusieurs millions d'enfants du pacte social parce qu'il est difficile de leur donner une éducation à cause de la situation dans laquelle ils se trouvent. Chaque jeune relève de notre responsabilité parce que chaque jeune nous aidera à relever les défis des soins de santé, du changement climatique, de la pauvreté, de la technologie et de l'emploi, de l'égalité et des droits humains, et bien plus encore.

Nous décidons de la manière dont nous traitons nos semblables et nous pouvons décider de soutenir les enfants du monde, y compris les jeunes réfugiés, avec la compassion et les ressources qu'ils méritent.

*Le pouvoir des filles —
En avril 2019, l'artiste Lisa Milroy,
qui vit au Royaume-Uni,
directrice de Hands On Art Workshops,
a dirigé un atelier de trois jours
pour 35 élèves de l'école primaire
Angelina Jolie, de l'école secondaire de
filles Morneau Shepell et de l'école
secondaire de filles Our Lady du camp
de réfugiés de Kakuma, au Kenya.
Les élèves ont créé une peinture
collaborative appelée
«Portrait de groupe».*

© VODAFONE FOUNDATION / SALA LEWIS

APPEL À L'ACTION

Chaque geste compte
pour donner aux réfugiés l'avenir qu'ils méritent

Avec chaque nouvelle année, la probabilité que les jeunes vivant dans une région touchée par une crise, y compris les réfugiés et les déplacés internes, passent dans la classe supérieure, diminue fortement. Même avant le Covid-19, **les enfants de ces pays étaient 30% moins susceptibles de terminer l'école primaire et 50% moins susceptibles de terminer le premier cycle d'enseignement secondaire¹⁸.**

L'école secondaire est la passerelle vers l'enseignement supérieur, vers l'épanouissement personnel et social, et vers de meilleures perspectives d'emploi. Cette chute du taux de scolarisation porte un coup rude au droit des jeunes déplacés à un avenir plus radieux.

Les histoires que contient ce rapport témoignent de ceux qui s'en sortent et de ceux qui espèrent encore s'en sortir. Les jeunes réfugiés, leur famille et leur communauté savent que l'éducation reste l'investissement le plus puissant pour leur avenir. Mais les taux de scolarisation d'à peine 34% des réfugiés dans le secondaire illustrent l'ampleur du défi qui reste à relever.

La pandémie de Covid-19 et les fermetures d'école qui en ont résulté aggraveront les inégalités pour les jeunes marginalisés et devraient se traduire par une perte importante en termes d'apprentissage. Ce constat vaut notamment pour les adolescentes, qui risquent davantage de mettre fin à leur scolarité.

Voici quatre domaines d'action prioritaires pour les États, le secteur privé, les établissements d'enseignement et autres: ►

¹⁸ «La génération d'apprenants: Investir dans l'éducation pour un monde en pleine évolution», rapport de la Commission internationale sur le financement des opportunités éducatives dans le monde, 2016.

GARANTIR LE DROIT DE TOUS LES ENFANTS, Y COMPRIS DE CEUX VIVANT DANS UN CONTEXTE DE CRISE, D'ACCÉDER À L'ÉDUCATION SECONDAIRE

- Tous les États doivent offrir un accès libre à l'éducation secondaire à tous les jeunes, y compris aux réfugiés, dans les mêmes conditions.
- Les États doivent veiller à ce que les plans d'éducation nationaux incluent tous les jeunes, dans le respect de la diversité de leurs besoins et de leurs capacités, sans aucune forme de discrimination.
- Les États doivent abroger ou supprimer les politiques ou réglementations qui empêchent les jeunes mères et les adolescentes enceintes ou mariées d'avoir accès à l'éducation.
- Les communautés tant de réfugiés que d'accueil doivent faire pression pour que les réfugiés soient inclus dans les systèmes nationaux à tous les niveaux, en particulier pour l'accès à l'éducation secondaire.

ASSURER UN FINANCEMENT SPÉCIFIQUE, PLURIANNUEL POUR L'ÉDUCATION SECONDAIRE

- Les gouvernements des pays d'accueil doivent augmenter les dépenses générales consacrées à l'éducation, orientant l'augmentation vers les apprenants les plus marginalisés.
- Pour pouvoir assumer les coûts liés à la scolarité, les familles doivent avoir accès au travail formel. Les programmes de bourse et autres formes de soutien financier doivent être intensifiés pour les apprenants les plus marginalisés.
- Nous demandons aux pays donateurs de réaffirmer et d'honorer leur engagement d'accorder 0,7 du revenu national brut à l'aide internationale et d'en consacrer au moins 10% à l'éducation.
- Les partenaires, y compris les donateurs et le secteur privé, doivent assurer un financement fiable, pluriannuel, des programmes d'enseignement secondaire reposant sur des éléments concrets pour les réfugiés, y compris pour la formation des enseignants, l'infrastructure scolaire, les matériels d'apprentissage, les investissements dans l'éducation connectée, les bourses et d'autres choses encore.

VEILLER À CE QUE LES ADOLESCENTES PUISSENT PROFITER DES BÉNÉFICES DE L'ÉDUCATION SECONDAIRE, QUI PEUVENT CHANGER LA VIE

- Les États doivent s'efforcer de garantir des environnements scolaires accueillants pour les filles, avec notamment des infrastructures d'hygiène améliorées, des approches pensées au niveau de l'école toute entière pour prévenir la violence sexiste et y répondre, ainsi que des pratiques et des matériels d'enseignement qui tiennent compte des spécificités de genre.
- Les enfants et les jeunes, en particulier les adolescentes, doivent être inclus dans les décisions relatives aux politiques générales et aux programmes par des consultations sur leurs besoins et leurs priorités.

VEILLER À CE QU'UNE ÉDUCATION SECONDAIRE DE QUALITÉ DOTE LES JEUNES DES COMPÉTENCES DONT ILS ONT BESOIN

- Les systèmes éducatifs doivent être flexibles et répondre aux besoins d'apprentissage et aux besoins post-études des jeunes, en veillant à ne pas oublier les compétences professionnelles, les compétences de la vie courante et les formations répondant à une demande, en particulier pour les réfugiés.
- Tous les enfants et les jeunes inscrits dans l'enseignement officiel doivent acquérir les compétences de base (savoir lire, écrire, compter, et maîtriser le numérique) et des compétences transférables jusqu'au niveau secondaire.
- Le secteur privé peut aider le HCR à innover et à trouver des solutions aux problèmes anciens ou nouveaux — depuis l'équipement des classes jusqu'à la formation des enseignants, à la connectivité, à l'infrastructure et aux ressources en ligne, en passant par les stages, les apprentissages, la formation et les possibilités d'emploi.

Pour plus d'informations sur le réseau éducatif du HCR, veuillez contacter Rebecca Telford à l'adresse : telfordm@unhcr.org.

Vous pouvez aussi consulter notre site web, «[Becoming Who We Are](#)», consacré au travail du HCR dans le domaine de l'éducation.



© VODAFONE FOUNDATION / SALA LEWIS



© COURTESY OF LISA MILROY

Depuis 2015, l'artiste Lisa Milroy, directrice de [Hands On Art Workshops](#), qui vit au Royaume-Uni, dirige une série de séances d'art pratique pour les élèves de l'école primaire et de l'école secondaire dans le camp de réfugiés de Kakuma et la zone d'installation de Kalobeyei, au Kenya. Ces séances ont été facilitées par Instant Network Schools, programme géré par la fondation Vodafone et le HCR. Les élèves et Milroy ont communiqué en utilisant la technologie vidéo et les tablettes fournies par le programme, même si, avant la pandémie, l'artiste faisait aussi des visites annuelles à Kakuma. Hands On Art Workshops est soutenu par la fondation Vodafone, le HCR, Colart, Slade School of Fine Art, UCL et Windle International Kenya.

En 2019, Milroy a créé la bourse annuelle Hands On Art Workshops pour couvrir la totalité des frais de scolarité du secondaire et en 2020, elle a instauré une bourse pour donner à un diplômé du secondaire de Kakuma un salaire d'un an en tant que coach artistique. Lorsque les écoles ont fermé à cause du Covid-19, elle et son amie artiste Stéphanie Nebbia sont restées en relation avec les élèves réfugiés et ont continué à leur offrir des ateliers d'art via leur téléphone mobile.



© COURTESY OF LISA MILROY



© COURTESY OF LISA MILROY

Pour célébrer la Journée internationale de l'éducation, le 24 janvier 2020, Milroy a collaboré avec la fondation Vodafone et la National Gallery de Londres pour créer le premier voyage scolaire au monde diffusé en direct pour les réfugiés, dans lequel les élèves du camp de réfugiés de Kakuma ont visité la National Gallery en utilisant des casques de réalité virtuelle et des tablettes. Milroy a organisé la visite, étudiant une sélection de neuf tableaux sur le thème du temps.

Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, est une organisation mondiale qui se consacre à sauver des vies, à protéger les droits et à construire un avenir meilleur pour les personnes contraintes de fuir leur foyer en raison des conflits et des persécutions. Nous menons une action internationale pour protéger les réfugiés, les déplacés internes et les apatrides.

Nous apportons une aide vitale, contribuons à la sauvegarde des droits humains fondamentaux et élaborons des solutions qui garantissent aux personnes un lieu sûr où elles peuvent construire un avenir meilleur. Nous nous efforçons également de faire en sorte que les apatrides obtiennent une nationalité.

Nous travaillons dans plus de 130 pays, et utilisons notre expertise pour protéger et aider des millions de personnes.

Photo de couverture :
Des élèves participent à un cours de sciences dans le nouveau laboratoire de l'école secondaire St Michael, dans le camp de réfugiés de Tongogara, à Chipinge, au Zimbabwe.

© HCR / ANTOINE TARDY



Pour de plus amples informations et demandes de renseignements, veuillez svp contacter :

HCR
B.P. 2500
1211 Genève 2
Suisse

